

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le 27 JUIN 2017

TÉLÉDOC 242
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

LA DIRECTRICE DU BUDGET

NOR CPAB1713694C
N° interne **DF-1BLF-17-3294**

A MESDAMES ET MESSIEURS LES
RESPONSABLES DE LA FONCTION FINANCIERE
MINISTERIELLE
ET
MESDAMES ET MESSIEURS LES RESPONSABLES
DE PROGRAMME

Objet : Budget pluriannuel 2018-2022 – conférences de budgétisation

P.J. : 10

La procédure budgétaire à venir doit permettre l'élaboration du projet de loi de finances (PLF) pour 2018 et la programmation pluriannuelle 2018-2022 pour l'Etat et ses opérateurs, sous-jacente à la trajectoire globale de finances publiques qui sera soumise au Parlement à l'automne dans le cadre d'une loi de programmation des finances publiques (LPFP).

La circulaire du Premier ministre du 24 mai 2017 pose les principes d'une méthode de travail gouvernemental exemplaire, collégiale et efficace, qui conduit à redéfinir les rôles dévolus aux administrations, au service de l'action gouvernementale. Le Premier ministre a précisé l'application de ces principes au processus de décision interministériel en matière budgétaire dans la lettre de cadrage du 2 juin 2017. Les orientations figurant dans cette lettre renouvellent profondément les modalités de préparation du budget à venir en modifiant les étapes et les attendus de la procédure jusqu'ici appliquée.

L'objet des conférences budgétaires est désormais, par un travail technique partagé, d'arrêter définitivement l'ensemble des sous-jacents chiffrés de la programmation budgétaire à venir. Il s'agira d'établir une évaluation conjointe de l'évolution spontanée de la dépense, du chiffrage des mesures nouvelles envisagées et des mesures d'économies possibles, à un niveau technique, que ces mesures soient proposées par vos services comme par la direction du budget. A cet effet, un cadrage méthodologique renforcé du calcul des sous-jacents techniques est exposé en annexe III à la présente circulaire. Aucun désaccord technique n'a vocation à persister à l'issue des conférences budgétaires indépendamment de toute considération sur l'opportunité des mesures : nous devons ainsi nous assurer collectivement de présenter aux ministres un dossier unique d'arbitrage exposant les options ouvertes pour la conduite de la politique gouvernementale et son financement dans chaque secteur. Il ne vous est pas demandé de construire une position d'ensemble sur le budget dont vous êtes chargés et la direction du budget ne présentera pas non plus de position d'ensemble lors de cette conférence, mais examinera avec vous le champ des possibles.

Diffusion générale

Il appartiendra ensuite aux Ministres, sur cette base partagée, de discuter au cours du mois de juillet de l'opportunité des mesures et de leur caractère prioritaire, réaliste et soutenable. Pour cela, il vous sera notamment demandé de traduire les orientations de vos Ministres en ordonnant les mesures recensées au cours des conférences budgétaires et – le cas échéant – d'instruire, conjointement avec la direction du budget, des scénarios alternatifs demandés par les ministres à l'issue de leurs rencontres. Un support uniformisé et dédié à la présentation du dossier d'arbitrage sera diffusé d'ici là.

Le Ministre de l'action et des comptes publics fera ensuite rapport de ces échanges au Premier ministre en vue des arbitrages gouvernementaux sur les plafonds de crédits et les mesures sous-jacentes, mesures nouvelles comme mesures d'économies. Le Premier ministre a annoncé que cet équilibre fera l'objet d'une discussion collégiale du Gouvernement. **Ses arbitrages seront formalisés d'ici à la fin du mois de juillet dans des lettres-plafonds qui serviront de base aux conférences de répartition, qui se tiendront dans la foulée.**

J'attire plus particulièrement votre attention sur l'évolution de l'emploi public, pour lequel le Président de la République a fixé un objectif de réduction de 120 000 emplois sur la législature dont 50 000 sur l'Etat et ses opérateurs. Cette cible ambitieuse suppose de documenter plusieurs scénarios alternatifs pour chaque politique publique. A ce titre, vos correspondants de la direction du budget vous communiqueront dans les prochains jours plusieurs cibles possibles, purement illustratives, qu'il conviendra de traduire dans le cadre des conférences.

Par ailleurs, la lettre du 2 juin 2017 du Premier ministre pose le principe d'un **mouvement de recentralisation sur le budget général des outils extra-budgétaires existants** (recettes affectées, fonds sans personnalité morale, etc.) afin que chaque ministre ait les moyens de piloter pleinement la politique dont il est chargé et d'en rendre compte au Parlement. Les conférences budgétaires seront l'occasion de discuter des modalités de mise en œuvre de cette orientation, la recentralisation constituant dans de nombreux cas un préalable à la réforme de dispositifs aujourd'hui peu pilotés ou peu performants.

La refonte de la procédure budgétaire doit permettre d'assurer la préparation d'un budget sincère, conforme aux priorités gouvernementale et cohérent avec nos engagements européens en matière de finances publiques. Il est de notre responsabilité collective d'appuyer le plus efficacement possible le Gouvernement dans cette nouvelle méthode de travail.

Les annexes à la présente circulaire précisent l'ordre du jour de ces conférences et décrivent le format des fiches et tableaux attendus de la part des services. J'attire plus particulièrement votre attention sur les annexes II et III qui présentent les principales nouveautés par rapport à l'exercice précédent.



Amélie VERDIER

SOMMAIRE DES ANNEXES

- I. Calendrier des travaux**
- II. Méthode de préparation du prochain budget pluriannuel**
- III. Cadrage méthodologique du tendanciel**
- IV. Autres précisions méthodologiques**
- V. Structure du dossier pour les conférences de budgétisation**
- VI. Dépenses de personnel et effectifs**
- VII. Opérateurs de l'Etat**
- VIII. Taxes affectées**
- IX. Fiches mesures et projets d'articles pour le PLF 2018**
- X. Suivi des contrats états régions**

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

ANNEXE I

CALENDRIER DES TRAVAUX

La phase de budgétisation du PLF 2018 et du budget pluriannuel 2018-2022 s'organisera selon le calendrier prévisionnel suivant :

Construction des plafonds constants du PLF 2018 et du budget pluriannuel 2018-2022	
1 ^{ère} quinzaine de juin	Conférences de budgétisation
9 juin	Maquette - date limite de transmission des demandes
Jusqu'au 27 juin	Phase de convergence technique entre services
Fin juin-début juillet	Circulaire articles du PLF 2018
Juillet	Arbitrages de budgétisation
Fin juillet	Envoi des lettres-plafonds aux ministères

Budgétisation des transferts ¹	
15 juin au 6 juillet 22 jours	Saisie des projets de transferts dans FARANDOLE et échanges entre services
6 juillet	Fin de la saisie des demandes de transferts pour le PLF 2018, y compris les transferts internes aux missions du budget général
6 juillet au 20 juillet 15 jours	Poursuite des échanges entre services sur les transferts déjà saisis mais sans possibilité d'en créer de nouveaux
20 juillet	Fin de la saisie par les services d'une position sur chaque projet de transfert (accord, proposition de modification, abandon)
20 juillet au 27 juillet 7 jours	Saisie de la position de la direction du budget sur les projets de transferts ; dialogue direction du budget – ministères
27 juillet au 3 août 7 jours	Possibilité pour les ministères d'opter pour la position de la direction du budget
8 août (date prévisionnelle)	Réunion interministérielle d'arbitrage des transferts non consensuels résiduels

¹ Un guide explicatif relatif à cette procédure sera transmis aux ministères

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

ANNEXE II

METHODE DE PREPARATION DU PROCHAIN BUDGET PLURIANNUEL

1/ Dans le cadre d'une méthode renouvelée, la préparation du budget quinquennal 2018-2022 appelle de votre part une vigilance particulière sur les points suivants :

a) **Les conférences de budgétisation ont vocation à responsabiliser davantage les administrations.** Il est nécessaire que les points soumis à l'arbitrage des cabinets soient réduits en nombre mais surtout concentrés sur le contenu et le choix en opportunité des mesures plutôt que sur la discussion de leurs sous-jacents techniques.

b) **Cette nouvelle orientation nécessite que les questions relatives aux sous-jacents techniques soient définitivement arrêtées au niveau des services.** Pour ce faire, les travaux entre services doivent s'effectuer dans deux directions :

- **En premier lieu, l'évaluation du tendanciel doit être rigoureusement partagée entre les services.** Aucune divergence de chiffrage ne saurait être acceptée dans la phase d'arbitrage entre cabinets ministériels sur ce point de nature fondamentalement technique ;

NB : la définition et le cadrage méthodologique du tendanciel sont précisés en annexe III.

- **En second lieu, l'ensemble des mesures nouvelles et des mesures d'économies identifiées par les services devront faire l'objet d'un chiffrage lui aussi rigoureusement partagé.** Ceci suppose :

- o d'identifier en commun l'ensemble des mesures nouvelles et d'économies qui pourraient être proposées aux arbitres. Si nécessaire, une même mesure pourra être déclinée en plusieurs variantes. L'objectif poursuivi est d'offrir ainsi aux ministres une vision claire et exhaustive de l'ensemble des mesures techniquement envisageables ;
- o d'évaluer de manière partagée le chiffrage de l'ensemble de ces mesures. A titre d'exemple, une même mesure ne saurait faire l'objet d'un chiffrage divergent en vue de la phase de discussion.

De ce fait, **les échanges initiés en conférence seront poursuivis jusqu'au 27 juin au plus tard.** A l'issue de cette phase, l'ensemble des sous-jacents techniques devront avoir été définitivement arrêtés et partagés entre les services et l'ensemble des mesures nouvelles et d'économies, ainsi que leurs différentes variantes, devront avoir été précisément identifiées. **Un dossier unique d'arbitrage sera présenté aux ministres exposant les options ouvertes.**

c) Dans un objectif commun de réduction des dépenses publiques, les échanges porteront tout particulièrement sur **la soutenabilité de la nouvelle programmation** grâce aux mesures discutées à l'occasion des réunions techniques de février et des conférences immobilières de mars ou grâce à de nouvelles **propositions d'économies** qu'il vous reviendra de présenter, quelle que soit la nature de la dépense (crédits budgétaires, taxes affectées et dépenses fiscales).

A ce titre une attention particulière devra être portée aux **plafonds des taxes affectées aux opérateurs et autres organismes** (annexe VIII). Les efforts de réduction de la dépense et de rationalisation de la fiscalité affectée seront poursuivis **en privilégiant leur rebudgétisation, leur transformation, leur suppression ou leur meilleure maîtrise grâce au plafonnement en loi de finances.**

d) S'agissant de la budgétisation des dépenses de titre 2, vous veillerez à documenter l'impact de la mise en œuvre des mesures catégorielles déjà décidées, en distinguant celles prévues par le protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR).

e) Vos propositions en crédits et emplois seront présentées sur la base de la **maquette budgétaire des missions et programmes** inscrite dans la loi de finances pour 2017. Les nouveaux périmètres ministériels pourront toutefois justifier des adaptations limitées de la maquette budgétaire pour le PLF 2018. **Je vous invite à faire part à la direction du budget, le plus rapidement possible et au plus tard le 9 juin, de vos demandes d'évolution de la maquette.**

2/ A l'instar des années précédentes, il conviendra également de :

a) Renseigner les mesures d'économies et les mesures nouvelles envisageables pour chaque année de la nouvelle programmation

Il vous est demandé de bien vouloir renseigner un tableau de synthèse des demandes de crédits et de taxes affectées, résultant de vos seules propositions, correspondant au champ des missions et programmes de votre périmètre ministériel, **en veillant à renseigner les mesures d'économies et le cas échéant les mesures nouvelles que vous proposez pour chaque année de la programmation.**

Afin de permettre une analyse de soutenabilité de vos propositions de crédits, vous préciserez le chiffrage et le calendrier des réformes envisagées, ainsi que leur faisabilité juridique, sous la forme d'une courte « **fiche mesure** » (*annexe IX*) qui permettra d'anticiper les évolutions législatives ou réglementaires nécessaires à leur mise en œuvre rapide.

Les conférences seront l'occasion de procéder à un premier recensement des projets d'articles du PLF 2018 que vous prévoyez. Un recensement exhaustif, dont les modalités seront précisées dans le cadre d'une circulaire dédiée, interviendra dans un second temps (*annexe I*).

b) Préciser les schémas et les plafonds d'emplois des ministères et des opérateurs

Les conférences seront aussi l'occasion de **discuter des options pour les schémas d'emplois** (c'est-à-dire le solde des créations et suppressions d'emplois exprimés en ETP) de vos ministères respectifs et des opérateurs qui vous sont rattachés. Vos correspondants de la direction du budget vous indiqueront les différents schémas d'emplois illustratifs qu'il conviendra d'analyser, compte tenu des orientations du Président de la République en matière d'emploi public (réduction de 120 000 emplois publics sur la durée de la mandature dont 50 000 sur l'Etat et ses opérateurs).

Vous proposerez des plafonds d'emplois intégrant l'impact en ETPT de ces scénarios de schémas d'emplois en procédant aux nécessaires ajustements techniques à la baisse en cas d'écart récurrent constaté entre plafond et consommation réelle.

Pour mémoire, comme pour l'État, le plafond d'emplois des opérateurs est désormais exprimé en équivalents temps plein travaillés (ETPT) tandis que le schéma d'emplois est exprimé en ETP.

b) Effectuer un examen approfondi des dépenses fiscales et des taxes affectées et à faible rendement dans le cadre des conférences fiscales

L'atteinte de nos objectifs de finances publiques suppose un même niveau de sérieux sur les dépenses fiscales que sur les crédits ministériels. En outre, l'effort de simplification, de clarté et d'accessibilité de la norme fiscale doit être poursuivi. À cette fin, l'exercice des conférences fiscales est reconduit et a fait l'objet d'une circulaire diffusée par la direction de la législation fiscale. Il conviendra d'assurer la bonne adéquation des deux exercices. En cas d'imbrication importante entre sujets fiscaux et budgétaires, les propositions de transformation et de suppression des dépenses fiscales ainsi que d'aménagement ou de suppression de taxes affectées et à faible rendement du ressort de votre ministère feront l'objet d'un arbitrage conjoint avec les crédits budgétaires.

c) Instruire les crédits et emplois relatifs aux comptes spéciaux et budgets annexes

Outre les crédits du budget général, ceux des **budgets annexes** et des **comptes spéciaux** doivent être aussi examinés. Il vous est demandé de renseigner dans le tableau en annexe les évolutions possibles sur les cinq années de la programmation pour l'intégralité des budgets annexes et des comptes spéciaux relevant de votre ministère en précisant les mesures visant à maîtriser leurs dépenses et le cas échéant les mesures nouvelles avec les mêmes références que pour les dépenses du budget général. Les conférences de budgétisation seront l'occasion d'examiner les possibilités de rebudgétisation des comptes spéciaux.

En raison des modalités de calcul de la norme de dépense de l'État qui exclut les pensions, la définition des assiettes de la contribution employeur au **compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions »** devra être conduite de façon rigoureuse, tant pour les contributions dues au titre des personnels de votre ministère que celles versées par les opérateurs qui vous sont rattachés.

d) Examiner la nouvelle programmation de contrats de plan Etat-régions

Dans le contexte de la mise en œuvre de la dernière génération de contrats de plan Etat-régions, les demandes d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP) au titre des programmes et opérateurs de chaque mission devront être discutées au cours de la conférence de budgétisation, afin d'assurer la soutenabilité d'ensemble de ces dépenses (*annexe X*).

A ce titre, vous veillerez à renseigner un tableau de synthèse des CP demandés au titre de l'apurement des engagements de la précédente génération de contrats, et des AE et CP demandés au titre de la nouvelle génération.

3/ Précisions méthodologiques pour la préparation des dossiers de conférence de budgétisation

a) Vos propositions en crédits et en emplois seront présentées à champ constant 2017

Les tableaux des dossiers de conférence seront renseignés tant pour les crédits que pour les emplois à **champ constant 2017**, c'est-à-dire en ne prenant en compte, par rapport à la structure de la LFI 2017, que l'impact d'éventuelles nouvelles mesures de périmètre sur vos missions et programmes, à l'exclusion de tout transfert entre programmes ou entre le titre 2 et le hors titre 2.

En effet, **les transferts de crédits et d'emplois** seront traités ultérieurement dans le cadre de la procédure dématérialisée, dont le calendrier prévisionnel est précisé en annexe. Il vous est demandé de restreindre le nombre de transferts de faible montant (plus de 50 % des transferts ont encore été inférieurs à 500 000 € dans le cadre du PLF 2017).

L'intégralité de vos propositions devra être justifiée au premier euro. Je souligne que la définition d'enveloppes de crédits et de plafonds d'emplois sur cinq ans exige un effort tout particulier sur la qualité de la budgétisation initiale.

b) S'agissant de la masse salariale, vos dossiers seront construits, à titre conventionnel, sur la base des hypothèses suivantes :

- a. **Point fonction publique** : 56,2323 €(valeur au 1^{er} février 2017) ;
- b. Contribution employeur au **CAS « Pensions »** et au FSPOIE:
 - Taux personnels civils et ATI : 74,60 %
 - Taux personnels militaires : 126,07 %
 - Subvention d'équilibre au fonds FSPOEIE : cf. tableau en annexe VI.

*

* *

Vous voudrez bien transmettre à la direction du budget le dossier de la conférence de budgétisation au moins 48 h avant la date fixée pour la réunion, qui vous sera communiquée par chaque sous-directeur.

Les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels ainsi que les chefs des départements du contrôle budgétaire seront associés aux conférences de budgétisation. A l'issue de celles-ci, un compte-rendu sera établi afin d'identifier précisément les points de divergence résiduels à traiter entre services.

ANNEXE III

CADRAGE MÉTHODOLOGIQUE DU TENDANCIEL

Les différentes étapes de la construction budgétaire, tant lors des phases techniques que décisionnelles, nécessitent d'avoir **une vision précise de ce qui relève de la progression spontanée de la dépense d'une part, et de la progression liée à des décisions nouvelles d'autre part.**

Les conférences de budgétisation pour le budget pluriannuel 2018-2022 auront **pour objectif d'aboutir à une vision partagée entre les services du tendanciel, condition essentielle du bon déroulement de la procédure budgétaire.** A l'issue des conférences de budgétisation et de la phase de convergence technique entre les services, **seules les décisions nouvelles** dont les paramètres physiques et financiers sous-jacents auront été préalablement discutés **seront proposées à l'arbitrage.**

1. Définition du tendanciel

On appelle « tendanciel » la progression d'une dépense liée à son évolution spontanée, à politique inchangée, c'est-à-dire en considérant que les règles et le contexte juridiques en vigueur n'évolueront pas. Cette estimation est fondée sur l'appréciation des déterminants de la dépense et de leur évolution. **Le tendanciel doit donc être distingué de l'impact des économies et mesures nouvelles.** En particulier, la traduction budgétaire d'objectifs sectoriels généraux relève par principe de la discussion des mesures nouvelles.

Toute évolution de la dépense ne répondant pas aux critères d'évolution fixés ci-dessous doit être considérée non pas comme une évolution tendancielle mais comme une mesure nouvelle ou une économie, qui fera également l'objet d'une analyse technique entre les services, mais dont le principe sera ensuite soumis à arbitrage interministériel.

2. Cadrage méthodologique de calcul du tendanciel

De manière générale, il vous est demandé de construire le tendanciel en ne prenant en compte que l'effet des règles définitivement actées à ce jour sur le plan juridique. Le cadrage méthodologique exposé ci-dessous permet de préciser l'application de cette règle générale par catégorie de dépenses.

Pour la suite, sont considérés comme abondements ou prélèvements exceptionnels de ressources en 2017 des opérations spécifiquement mentionnées comme telles en lettre-plafond.

a. S'agissant des emplois et des dépenses de masse salariale (titre 2)

Vous prendrez en compte dans le tendanciel l'effet année pleine des emplois créés ou supprimés en LFI 2017 puis retiendrez une stabilisation de l'emploi, sans requalification pyramidale, pour les années suivantes.

Vous tiendrez compte des mesures générales et catégorielles effectivement mises en œuvre dans un texte en vigueur et ne provisionnez aucune autre mesure catégorielle ou de restructuration – même ayant fait l'objet d'une annonce – dans le tendanciel dès lors qu'aucun texte n'a été publié.

Vous retiendrez conventionnellement une stabilité du point fonction publique dans le tendanciel.

b. S'agissant des dépenses de fonctionnement hors subvention pour charges de service public (titre 3, catégorie 31)

Elles correspondent principalement aux dépenses liées à l'acquisition de fournitures de marchandises, d'approvisionnement, ou de services consommés directement par l'État au titre de son activité ordinaire.

Pour l'évolution de ces dépenses, vous tiendrez compte de l'impact de facteurs économiques exogènes (parité de change, cours du pétrole) lorsqu'un lien direct existe entre ce facteur de coût et la dépense sous-jacente. L'inflation ne sera prise en compte que pour les seules dépenses contractuellement indexées (par exemple certains loyers immobiliers). Vous stabiliserez en revanche le niveau d'activité en volume.

A défaut d'éléments de coûts directs, vous retiendrez au plus une stabilisation en valeur des AE et CP au niveau de la LFI 2017.

c. S'agissant des subventions pour charges de service public (titre 3, catégorie 32)

Elles correspondent à des subventions versées à des opérateurs afin de couvrir tout ou partie de leurs charges d'exploitation consécutives à l'exécution de politiques publiques confiées par l'État.

Pour les opérateurs dont la part des dépenses de personnel dans le budget total est supérieure à 50 %² et employant majoritairement des agents de droit public :

- pour la seule part de la subvention couvrant la masse salariale (part déterminée sur la base de la méthode retenue pour le calcul de la réserve de précaution conformément à la circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'Etat pour 2017), vous appliquerez les règles relatives à la masse salariale de l'Etat ;
- pour le reste de la subvention, vous retiendrez au plus une stabilisation en valeur au niveau de la LFI 2017, retraitée des abondements et prélèvements exceptionnels.

Pour les autres opérateurs et pour l'intégralité de la subvention, vous retiendrez au plus une stabilisation en valeur au niveau de la LFI 2017, retraitée des abondements et prélèvements exceptionnels.

Lorsque les établissements bénéficient d'une subvention spécifiquement prévue pour couvrir des investissements ou des interventions discrétionnaires, vous appliquerez les règles prévues à cet effet (cf. *infra*).

Par ailleurs, lorsqu'un opérateur est pour tout ou partie financé par une taxe affectée, vous appliquerez aux plafonds de taxes affectées les règles applicables aux subventions pour charge de service public.

d. S'agissant des dépenses d'investissement (titre 5)

Elles correspondent principalement aux dépenses correspondant à l'acquisition d'immobilisations destinées à rester durablement dans le patrimoine.

Pour les investissements en cours de réalisation, vous prendrez en compte l'impact des engagements pluriannuels de la manière suivante :

- couverture des autorisations d'engagement déjà consommées par des crédits de paiement ;
- couverture des tranches fonctionnelles n'ayant pas encore donné lieu à consommation d'AE par les AE et CP nécessaires, dès lors que l'abandon de son engagement n'est plus techniquement envisageable.

A ce titre, le rythme de décaissement des crédits de paiement devra correspondre au rythme de réalisation des investissements tel qu'il ressort des dernières prévisions techniques à date et non pas au calendrier initialement annoncé si celui-ci n'est plus techniquement envisageable.

² Charges de personnel inscrites au compte financier 2016 rapportées au total des charges supérieures à 50 %.

Tout investissement pour lequel le premier marché afférent n'a pas été signé ou pour lequel des autorisations d'engagement ont été prévues mais non encore consommées devra être traité en mesure nouvelle. A titre d'exemple, une déclaration d'utilité publique, des travaux préparatoires, des acquisitions foncières ou la création d'une société d'étude ou de projet ne suffit pas à intégrer un projet dans le tendancier des dépenses d'investissement.

Pour les dépenses d'investissement récurrentes, relatives à l'entretien et la maintenance d'un actif, vous retiendrez au plus une stabilisation en valeur des autorisations d'engagement à leur niveau en LFI 2017, une fois retraités les abondements ou prélèvements exceptionnels en 2017.

e. S'agissant des dépenses d'interventions discrétionnaires (titre 6)

Elles correspondent à des versements sans contrepartie effectués directement ou indirectement à des bénéficiaires finaux (ménages, entreprises, collectivités territoriales, autres collectivités) par exemple, les contrats aidés, l'hébergement d'urgence, la dotation globale d'équipement.

Vous retiendrez au plus une stabilisation en valeur des autorisations d'engagement à la LFI 2017, à l'exception des dispositifs ou plans qui ont été explicitement mis en œuvre pour une durée limitée.

f. S'agissant des dépenses d'intervention à guichet ouvert (titre 6)

Elles correspondent à des versements automatiques dès lors que le bénéficiaire répond à des conditions définies par des textes législatifs ou réglementaires, par exemple l'allocation pour adultes handicapés, la prime d'activité, les aides personnelles au logement, les bourses sur critères sociaux.

Vous prendrez en compte l'indexation des dépenses d'intervention à guichet ouvert dès lors qu'elle est explicitement prévue par un texte législatif, réglementaire ou contractuel d'ores et déjà en vigueur. Pour les évolutions en volume, vous supposerez une stabilité des critères d'accès actuellement en vigueur.

ANNEXE IV

AUTRES PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

1. Définition des mesures de périmètre et des mesures de transfert

La réalité de la dynamique de la dépense s'apprécie entre deux lois de finances consécutives, à périmètre (ou champ) constant. En effet, le périmètre des dépenses de l'État peut être amené à évoluer d'une année sur l'autre, des dépenses ou recettes étant nouvellement inscrites au budget de l'État, d'autres à l'inverse étant sorties du périmètre du budget de l'État. Pour apprécier la dynamique réelle de la dépense de l'État sur un champ identique (champ « constant ») entre deux exercices, le budget doit donc être retraité de ces modifications de périmètre. A cette fin, seuls sont intégrés au calcul de la norme de dépense de l'État prévue par l'article 8 de la loi de programmation les mouvements de dépense et les affectations de recettes ayant pour effet d'accroître ou de diminuer le niveau de la dépense publique.

A contrario, les mouvements constituant une simple réimputation au sein du périmètre de la norme (par exemple, entre budget général et prélèvements sur recettes) ou les mouvements équilibrés en recettes et en dépenses, entre ce périmètre et une autre entité (par exemple, les collectivités locales), ne doivent pas être comptabilisés dans ce calcul. Ces mouvements, équilibrés en recettes et en dépenses, sont appelés mesures de transfert quand ils ont lieu au sein du périmètre de la norme ou mesures de périmètre quand ils ont lieu entre ce même périmètre et une autre entité. Leur prise en compte permet de passer du champ constant au champ courant, sur lequel est présenté le projet de loi de finances de l'année, mais ils sont sans influence sur l'appréciation de la dynamique du budget.

Les mesures de périmètre et les mesures de transfert sont définies à l'annexe 2 du rapport annexé de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 :

(i) Les mesures de périmètre, qui donnent lieu à des inscriptions ou à l'inverse à des suppressions de crédits qui n'ont pas à être intégrées dans l'évolution des dépenses à champ constant du budget général, recouvrent les situations dans lesquelles l'État :

- transfère à une autre entité une dépense qu'il assumait auparavant, en transférant parallèlement les ressources d'un même montant permettant de la financer ;
- inscrit à son budget une dépense nouvelle auparavant financée par une autre entité, ainsi que des recettes d'un même montant ;
- prend en charge une dépense financée auparavant par dotations en capital ou par une entité supprimée.

(ii) Les mesures de transfert, parce qu'elles concernent des mouvements de crédits à l'intérieur du champ couvert par la norme, n'ont pas d'impact sur le niveau de celle-ci. Les mouvements de transferts les plus fréquents sont réalisés entre missions du budget général ; néanmoins, ils peuvent également être effectués entre crédits du budget général et prélèvements sur recettes par exemple. De même, la baisse du plafond d'une taxe affectée à un organisme accompagnée de la création ou d'une hausse à due concurrence d'une subvention à ce même organisme constitue une mesure de transfert (*cf. infra*).

Encadré : Application aux taxes affectées

Les modifications du plafonnement des taxes et autres recettes affectées peuvent recouvrir quatre situations différentes :

- **modification du plafond d'une taxe ou autre recette existante et déjà plafonnée en loi de finances.**

La modification du plafond se traduit par une variation des ressources allouées par l'État à l'entité. La modification de plafond dans la loi de finances a le même effet que l'évolution à la baisse (ou à la hausse) d'une subvention pour charge de service public inscrite en dépense et est donc prise en compte dans la norme de dépense. Si le plafond est abaissé, on comptabilise une économie dès lors que le niveau du plafond est inférieur ou égal au rendement prévisionnel de la taxe présenté dans l'annexe « Voies et moyens » du projet de loi de finances (PLF), pour un montant correspondant à la baisse effective des ressources de l'organisme ;

- **ajout dans l'article de plafonnement d'une taxe ou autre recette déjà existante mais qui n'était pas jusqu'alors plafonnée ;**

La mesure de plafonnement est alors traitée comme une mesure de périmètre pour le montant correspondant au plafond si celui-ci est supérieur ou égal à l'évaluation du produit de la recette et à l'évaluation du produit de la recette dans le cas contraire. L'économie liée, le cas échéant, à la fixation du plafond à un niveau inférieur à celui de l'évaluation du produit de la recette est quant à elle décomptée dans la norme de dépense. Il s'agit bien d'une évolution des ressources allouées à l'entité ;

- **nouvelle affectation de recette ;**

Toute nouvelle affectation de recette à un organisme public autre que les administrations de sécurité sociale, les collectivités territoriales, et les établissements publics de coopération intercommunale est prise en compte intégralement dans la norme de dépense, pour un montant égal au niveau du plafonnement. Cette mesure est en effet assimilable à l'attribution d'une subvention à un organisme.

- **rebudgétisation d'une recette affectée plafonnée ;**

En cas de rebudgétisation d'une recette affectée à un organisme, qui fait déjà l'objet d'un plafonnement en loi de finances et qui est donc prise en compte au sein de la norme de dépenses, le versement d'une subvention à cet organisme constitue une mesure de transfert dès lors que le montant de cette subvention est identique au rendement prévisionnel de la recette effectivement perçue par l'organisme. Dans ce cas, l'écart entre la subvention versée et le plafond de la recette est pris en compte au sein de la norme et constitue ainsi une économie (subvention inférieure à l'ancien plafond) ou une dépense nouvelle (subvention supérieure à l'ancien plafond). Si le rendement prévisionnel de la recette est supérieur ou égal au plafond de celle-ci, la rebudgétisation constitue une mesure de transfert. A l'inverse, si le rendement prévisionnel est inférieur au plafond, la rebudgétisation donne lieu, d'une part, à une mesure de périmètre diminuant le niveau de la norme de dépense pour un montant égal à l'écart entre le plafond de la recette et son rendement prévisionnel et, d'autre part, à une mesure de transfert, du montant prévisionnel de la recette. La hausse des crédits budgétaires par transfert est ainsi limitée au niveau du rendement prévisionnel de la recette qui est rebudgétisée, toute hausse supplémentaire étant comptabilisée comme une mesure nouvelle.

2. Evolutions relatives aux taxes affectées

(i) Les critères justifiant le maintien d'une affectation

La loi de programmation des finances publiques exclut expressément l'affectation de taxes, à trois exceptions près :

- la première exception est celle des **ressources présentant une logique de « quasi-redevance »**, c'est-à-dire qui s'inscrivent dans la logique économique qui prévaut dans un système de droits ou de redevance, en lien avec le service rendu. La ressource affectée est ainsi la contrepartie d'un service

directement rendu à un usager par l'affectataire. Son montant doit pouvoir s'apprécier sur des bases objectives, notamment par le recours à la comptabilité analytique de l'organisme affectataire, laquelle doit pouvoir faire apparaître la proportionnalité entre le coût du service rendu et le montant payé par l'usager. Cette définition s'apprécie sur le plan économique ; si elle se rapproche de la définition jurisprudentielle de la redevance, elle n'a cependant pas vocation à se substituer à cette dernière ;

- la seconde exception concerne les prélèvements finançant **des actions de mutualisation ou de solidarités sectorielles au sein d'un secteur d'activité**. Ces prélèvements présentent pour spécificité, d'une part, de ne reposer que sur un seul secteur d'activité économique ou sur un groupe restreint d'assujettis et, d'autre part, de leur bénéficier exclusivement. Dans un tel cas de figure, l'affectation d'une ressource peut être justifiée, d'un point de vue économique, par l'amélioration du consentement à l'impôt. Ledit consentement nécessite toutefois d'être objectivé par l'existence d'un lien manifeste entre le secteur assujéti à l'imposition et les missions accomplies par l'organisme affectataire. Pour ces contributions qui financent des missions à la marge du service public, ou des entités sur lesquelles le contrôle de l'État est faible une évolution vers une forme de contribution volontaire peut *in fine* être envisagée ;
- enfin, la troisième exception est celle des **fonds d'assurance ou d'indemnisation** et présentant une logique de mutualisation du risque, et qui nécessitent la constitution régulière de réserves financières.

(ii) La politique générale en matière de fiscalité affectée

Toute création de nouvelle taxe affectée ou nouvelle affectation doit, d'une part, être justifiée au regard des critères mentionnés précédemment et, d'autre part, s'accompagner d'un plafonnement de ladite taxe. Ce plafonnement est comptabilisé dans la norme de dépense de l'État.

3. Modalités de saisie des impacts des mesures nouvelles et des mesures d'économies (onglet 1.2 du tableau de synthèse)

L'impact de chaque mesure nouvelle et de chaque mesure d'économie est à renseigner en écart au tendanciel.

- Mesure d'économie :

- Si le montant tendanciel d'une dotation est de 100 pour chacune des 3 années et que la mesure envisagée permet une économie pérenne de 10 (abattement de 10 % sur une dotation discrétionnaire, baisse du prix d'un guichet non dynamique), la valeur de la mesure est de -10 sur chacune des 3 années. Le montant de la dotation est alors de 90 chaque année.
- Si le montant tendanciel d'une dotation est de 100 pour chacune des 3 années et que la mesure envisagée permet une économie croissante de 10 à 30 (suppression progressive d'un dispositif, accélération du rythme de sortie d'un dispositif de guichet), la valeur de la mesure est de -10 la première année, -20 la deuxième et -30 la troisième.
- Si le montant tendanciel d'une dotation est de 100 pour chacune des 3 années et que la mesure envisagée permet une économie ponctuelle de 40 (baisse ponctuelle d'une SCSP permettant de capter un excédent de fonds de roulement), la valeur de la mesure est de -40 et de 0 les deux prochaines années.

- Mesure nouvelle :

- Si le montant tendanciel d'une dotation est de 100 pour chacune des 4 années et que la mesure nouvelle engendre un surcoût pérenne de 10 la valeur de la mesure est de +10 sur chacune des 4 années. Le montant de la dotation est alors de 110 chaque année.

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

ANNEXE V

STRUCTURE DU DOSSIER POUR LES CONFERENCES DE BUDGETISATION

1. SYNTHESE

Note de synthèse au périmètre de la mission des propositions formulées pour 2018-2022 en crédits (dépenses de personnel et autres dépenses).

Tableaux à joindre :

1.1. Synthèse par mission de l'évolution tendancielle des dépenses du budget général, format A3

*L'évolution tendancielle des dépenses doit être précisément renseignée **en niveau**, conformément aux précisions méthodologiques de l'annexe III.*

Les hypothèses sous-jacentes aux données renseignées dans ce tableau devront être explicitées pour chaque brique (cf. annexe III)

1.2. Synthèse par mission des mesures d'économies et des mesures nouvelles, format A3

*Les mesures d'économies et les mesures nouvelles doivent être précisément renseignées **en écart au tendanciel**.*

1.3. Synthèse par mission du tendanciel, des mesures d'économies et des mesures nouvelles, format A3.

Les données de cet onglet sont générées automatiquement à partir de celles des onglets 1.1 et 1.2. Il s'agit d'avoir une vision globale de la programmation, à structure constante mais aussi à structure courante hors mesures de transfert.

1.4. Liste des mesures d'économies et des mesures nouvelles sous-jacentes à la programmation, format A3.

L'intégralité des mesures d'économies et des mesures nouvelles mentionnées dans le tableau 1.2 doit être reprise dans le tableau 1.4 mais présentée sous forme de liste de mesures classées par ordre de priorité dans leur mise en œuvre.

2. DÉPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Note au périmètre ministériel relative aux propositions de titre 2 et d'emplois (cf. annexe VI).

Tableaux à joindre :

2.1. Evolution de la masse salariale

2.2. Flux d'effectifs

2.3. Plafond d'emplois ministériel

2.4. Coût moyens des emplois

2.5. Mesures catégorielles

2.6. Synthèse T2 par programme

3. AUTRES DEPENSES

Un sous-dossier par programme regroupant les fiches de justification des crédits proposés par brique de budgétisation (*cf. modèle ci-dessous*).

4. OPERATEURS DE L'ETAT (*cf. annexe VII*)

Pour la période 2018-2022, les schémas d'emplois (ETP), les plafonds d'emplois (ETPT) ainsi que les départs à la retraite (opérateurs de plus de 1 000 ETP) seront présentés par mission, programme et opérateur. Les modifications (création, suppression, fusion, changement de nature juridique) intéressant les opérateurs devront également être indiquées.

En outre, les montants des contributions au CAS « Pensions » des opérateurs que vous prévoyez pour la période 2018-2022 devront être indiqués, quel que soit le montant de la contribution.

Tableaux à joindre :

4.1. (onglet : « FQ-OPE ») Fiche de qualification au périmètre des opérateurs de l'État

4.1bis. (onglet : « _détail_cat _créa ») Fiche de changement de catégorie d'un opérateur

4.1ter. (onglet : « OPE_mesures périmètre ») Recensement des mesures de périmètre et de transfert concernant les opérateurs de l'Etat prévues dans le cadre du PLF 2018

4.2. (onglet : Emplois-OPE) Schéma et plafond d'emplois des opérateurs : propositions 2018-2022

4.3. (onglet : « CAS Opérateurs ») Montants de l'assiette de contribution employeur des opérateurs au CAS « Pensions »

5. TAXES AFFECTEES (*cf. annexe VIII*)

Tableau à joindre :

5.1. Synthèse des taxes affectées.

6. BUDGETS ANNEXES ET COMPTES SPECIAUX

Tableau à joindre

6.1. Synthèse de l'évolution des crédits des budgets annexes et des comptes spéciaux, format A3.

Missions hors budget général (budgets annexes, comptes d'affectation spéciale, comptes de concours financiers et comptes à découvert) : par référence aux éléments indiqués ci-dessus, chaque mission hors budget général fera l'objet d'un dossier comportant, pour chaque programme le composant, les éléments relatifs aux recettes, aux dépenses de personnel et aux autres dépenses pour 2018-2022.

7. FICHES MESURE ET LISTE DES PROJETS D'ARTICLES POUR LE PLF 2018 (*cf. annexe IX*)

Liste des projets d'articles envisagés à ce stade.

8. SUIVI DES CONTRATS DE PROJET ETAT-REGIONS (*Cf. annexe X*)

Tableau à joindre :

8.1. Suivi des contrats de projet Etat – Régions.

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

DEPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

JUSTIFICATION DES CRÉDITS (fournir une fiche par brique de budgétisation)

Programme :

Brique :

MONTANT EN M€(avec une décimale)

AE	Exécution 2016	LFI 2017	Propositions 2018	Propositions 2019	Propositions 2020	Propositions 2021	Propositions 2022
Tendanciel (1)							
Économies (2)							
Mesures nouvelles (3)							
TOTAL = (1) + (2) + (3)							

CP	Exécution 2016	LFI 2017	Propositions 2018	Propositions 2019	Propositions 2020	Propositions 2021	Propositions 2022
Tendanciel (1)							
Économies (2)							
Mesures nouvelles (3)							
TOTAL = (1) + (2) + (3)							

I. Modalités de budgétisation en AE-CP

Présentation des dispositifs budgétisés en AE≠CP accompagnée, le cas échéant, d'un échéancier de CP sur les engagements antérieurs à 2017 et sur les engagements proposés sur la période 2017-2022.

Vous préciserez, le cas échéant, le montant des restes à payer au 31/12/2016 et le rythme des paiements proposé.

Les opérations les plus significatives seront détaillées et les modalités d'échelonnement de leurs paiements seront précisées.

II. Présentation détaillée de l'évolution tendancielle des dépenses sur 2018-2022

A l'issue des conférences, le chiffrage du tendanciel discuté entre les administrations devra faire l'objet d'une analyse rigoureusement partagée. A ce titre, les points de divergence identifiés à l'issue des conférences de budgétisation ne pourront porter sur l'évaluation du tendanciel.

Ainsi, en accompagnement du tableau 1.1, vous préciserez de manière exhaustive les hypothèses qui ont été retenues pour la détermination du tendanciel : volume, entrées-sorties, prix, modalités de revalorisation, etc. Ces hypothèses ont vocation à être définitivement arrêtées lors des conférences de budgétisation.

III. Présentation détaillée des mesures proposées et de leurs effets sur 2018-2022

Il conviendra au stade des conférences de budgétisation de partager une présentation exhaustive et détaillée des mesures nouvelles et d'économie et de leurs sous-jacents-techniques afin de faciliter les échanges entre services. Les points de divergence identifiés et éventuellement soumis à l'arbitrage des cabinets à l'issue des conférences de budgétisation ne pourront porter sur le chiffrage d'une mesure d'économie ou d'une mesure nouvelle.

A. Présentation détaillée des mesures d'économies

Par référence aux éléments mentionnés dans le tableau de synthèse des mesures d'économies (onglet 1.2), vous présenterez pour chaque brique de budgétisation les mesures d'économies proposées en veillant à préciser les points suivants :

- Description de la réforme

Vous détaillerez la proposition de réforme en insistant notamment :

- sur le constat initial qui justifie une réforme du dispositif / de la politique publique concernée ;
- sur les impacts de la réforme et les difficultés qu'elle peut soulever (suppressions d'emplois, de structures, d'aides) ;
- si la proposition de réforme implique, directement ou indirectement, d'autres acteurs publics (opérateur, sécurité sociale, collectivités locales), vous préciserez quels sont les transferts en jeu (*cf. annexe IV: autres précisions méthodologiques*).

- Chiffrage de la mesure

- vous présenterez l'intégralité des **hypothèses de chiffrage de l'économie** proposée, ainsi que des **éventuelles mesures d'accompagnement qui seraient nécessaires** ;
- si la réforme fait intervenir **d'autres acteurs publics**, vous évalueriez, **l'effet sur le solde public** (toutes APU) **de la réforme**.

- Modalités de mise en œuvre

Vous détaillerez les points suivants :

- calendrier de la mise en œuvre ;
- acteurs de la mise en œuvre ;
- étapes de la mise en œuvre ;

- étapes juridiques (modifications législatives ou réglementaires). Dans cette hypothèse, il conviendra également de remplir *l'annexe IX* : fiche mesure / projet d'articles au PLF 2018). Précisez notamment les obstacles juridiques à lever.
- étapes techniques (modification de systèmes d'information, formation, etc.)

B. Présentation détaillée des mesures nouvelles

Par référence aux éléments mentionnés dans le tableau de synthèse des mesures nouvelles (onglet 1.2), vous présenterez pour chaque brique de budgétisation les mesures nouvelles en veillant à préciser :

- le niveau de validation juridique ou politique des mesures. Les mesures nouvelles proposées devront principalement concerner des engagements du Gouvernement qui ont déjà été annoncés ;
- l'intégralité des hypothèses retenues pour l'évaluation de leurs coûts.

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

ANNEXE VI

DEPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Documents de référence :

- Circulaire 2BPSS-16-4302 (NOR : ECFB1636305C) du 15/12/2016 relative à l'actualisation de l'outil 2BPSS d'aide à la budgétisation des dépenses de personnel
- Circulaire 1BPB-17-3451 (NOR ECFB1702404C) du 03/02/2017 relative au lancement de la procédure budgétaire 2017 en vue de la prochaine programmation budgétaire : réunions techniques

En vue de la phase d'arbitrage, les ministères devront présenter pour 2018-2022, sur le périmètre de leurs plafonds d'emplois, une répartition par mission et programme de leurs crédits de titre 2 et de leurs ETPT, ainsi que les facteurs de variation sous-tendant ces propositions.

Le dossier de propositions de chaque ministère pour 2018-2022 comprendra, en accompagnement des huit tableaux joints à la présente annexe, **une note générale proposant un montant de crédits de titre 2 et un nombre d'emplois en ETPT, au niveau du ministère et répartis par mission et programme.**

Pour simplifier la mise à jour de ces tableaux, le format 2017 est quasiment identique à celui de 2016, la plupart des calculs sont automatisés et les contrôles de cohérence (non bloquants) facilitent la relecture.

=> Les données des tableaux « 2.1- Evolution masse salariale », « 2.2 Flux d'effectifs » sont directement générées par l'outil de budgétisation de masse salariale transmis aux ministères (« outil 2BPSS », dans sa version actualisée par la circulaire susmentionnée).

Une grande partie des montants à renseigner dans les autres tableaux correspond aux données prises en compte par ce même outil (onglet « hypothèses salariales »).

=> Le format du tableau « 2.4 Coûts moyens des emplois » est repris du DPGECF.

=> Le tableau « 2.6 Synthèse T2 par programme » est entièrement automatisé.

1 – Cette note devra expliciter les grands déterminants de la masse salariale :

1.1 – La trajectoire de crédits jusqu'en 2022 devra être expliquée, et décomposée par grands déterminants de l'évolution de la dépense : effet des mesures catégorielles (dont poursuite de la mise en œuvre du protocole PPCR), effet des variations d'effectifs, effet des mesures générales, glissement vieillesse-technicité (GVT), etc.

S'agissant de la valeur du point fonction publique, vous veillerez à prendre en compte l'impact de la revalorisation intervenue au 1^{er} février 2017 (56,2323 €).

1.2 – La note générale devra également comprendre les éléments suivants :

- les coûts d'entrée, coûts moyens et coûts de sortie des agents, pour chacune des catégories d'emplois inscrites dans les documents budgétaires, en distinguant les rémunérations principales d'une part, les primes et indemnités d'autre part (cf. *tableau* « 2.4 Coûts moyens des emplois »).
- une estimation du GVT positif, assortie des modalités de calcul retenues. Il s'agit, en particulier, de s'assurer de l'absence de doubles comptes, avec des mesures catégorielles notamment.

1.3 – La note devra fournir une projection des dépenses de contribution au CAS « Pensions » et des crédits de T2 hors CAS « Pensions » en s'appuyant sur des éléments d'analyse technique, avec l'aide de l'outil de budgétisation. La fiabilisation de la projection des dépenses de CAS « Pensions » présentant un caractère prioritaire, il vous est demandé une attention particulière sur ce point.

Les taux arrêtés au stade des conférences de budgétisation, applicables pour les années 2018 à 2022, sont les suivants :

- personnels civils et ATI : 74,60 % ;
- personnels militaires : 126,07 %.

Une estimation du montant de la subvention d'équilibre du FSPOEIE à prendre en compte pour les programmes concernés est détaillée en fin de cette annexe.

Par ailleurs, il conviendra de préciser l'évolution de l'assiette de cotisation employeur au FSPOEIE. Le taux de cette cotisation est inscrit dans les cellules correspondantes (34,63 % en 2018 et 2022).

1.4 – Les propositions de crédits et d'emplois 2018-2022 seront présentées sur la base des calculs de l'outil de budgétisation en tenant compte des mesures de périmètre (cf. le *tableau* « 2.6 Mesures de périmètre ») qui correspond à la ligne « 10 – Impact des mesures de périmètre » de l'onglet III « Hypothèses salariales » de l'outil de budgétisation, mais non d'éventuelles mesures de transfert entre missions du budget de l'Etat et/ou vers les opérateurs, qui seront traités dans le cadre de la procédure dématérialisée dédiée.

Toutefois les transferts envisagés devront également être présentés dans le cadre de la note, sans pour autant être intégrés dans l'outil de budgétisation.

2 – La note présentera les mesures catégorielles envisagées ainsi que les mesures relatives aux restructurations (cf. *tableau* 2.5)

Il conviendra de :

- récapituler les mesures catégorielles exécutées en 2016 et celles qu'il est prévu de mettre en œuvre en 2017- dont la mise en œuvre du protocole PPCR -, en évaluant leur coût budgétaire (y compris cotisations sociales employeurs, hors cotisations au CAS « Pensions ») ;
- recenser et chiffrer les mesures catégorielles proposées pour 2018, en distinguant les mesures déjà actées juridiquement (dont la mise en œuvre du protocole PPCR) et les mesures nouvelles ;

Les mesures catégorielles envisagées pour 2018 devront faire l'objet d'une fiche descriptive indiquant notamment la nature de la mesure, son calendrier et son coût, ainsi que son impact, le cas échéant, sur l'assiette de cotisations au CAS « Pensions ».

S'agissant des mesures non pérennes d'accompagnement des restructurations, il conviendra de préciser, le cas échéant, le coût des mesures d'accompagnement des restructurations prévues en 2017 et celles qui seraient susceptibles d'être mobilisées en 2018 et au-delà. Pour mémoire, ces mesures sont principalement l'indemnité temporaire de mobilité (décret n° 2008-369 du 17 avril 2008), la prime de restructuration de service (décret n° 2008-366 du 17 avril 2008), l'indemnité de départ volontaire (décret n° 2008-368 du 17

avril 2008). Devront être distingués les coûts associés à la réforme territoriale, correspondant aux primes mises en place par le décret n° 2015-1120 du 4 septembre 2015, à savoir la PARRE ainsi que les versements associés de compléments à la mobilité du conjoint et d'indemnités de départ volontaire.

3 – La note présentera les effectifs, le schéma d'emplois et le plafond ministériel d'autorisation d'emplois de 2018-2022

Il conviendra de distinguer :

- le **schéma d'emplois** annuel exprimé en ETP, qui correspond au solde des entrées et sorties entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre inclus de l'année n, soit le solde des créations et suppressions de postes occupés ;
- l'évolution du **plafond d'autorisation d'emplois (PAE)**, exprimé en ETPT et intégrant, outre l'effet du schéma d'emplois, les ajustements techniques et l'effet sur les effectifs ministériels des mesures de périmètre.

L'analyse du schéma d'emplois doit porter sur les flux réels d'entrée et de sortie par catégorie d'emplois ventilés par nature (hors mouvements entre catégories au sein du périmètre ministériel, de type promotions internes) :

3.1 - Concernant les **flux de sortie**, l'ensemble des départs du périmètre ministériel doit être renseigné, qu'ils soient de nature définitive (i.e. retraites, décès, fins de contrat, CFA, CPA, révocations, licenciements) ou temporaire (i.e. mobilités, détachements, mises en disponibilités, etc.)

Une attention particulière est demandée sur l'analyse des flux de départs à la retraite.

3.2 - L'analyse des **flux d'entrée** doit présenter non seulement les recrutements externes envisagés mais également les autres flux d'entrée dans le périmètre ministériel comme, par exemple, les retours de mobilité, de détachement ou de disponibilité ou encore les détachements entrants. Pour chaque concours, les ministères préciseront les programmes de recrutements.

3.3 - L'ensemble des flux devra être présenté en équivalents temps plein (ETP). **L'impact de ces flux d'ETP en ETPT** annuels est calculé automatiquement, dans le *tableau « 2.2 Flux d'effectifs »*, en fonction des dates moyennes d'entrée et de sortie de chaque catégorie d'agents.

3.4 – La proposition de plafond ministériel d'autorisation d'emplois en ETPT pour 2018-2022 devra intégrer :

- l'effet en année 2018 des créations et suppressions d'emplois prévus en LFI 2017 ;
- l'effet des schémas d'emplois proposés pour 2018-2022 ;
- l'effet sur les plafonds d'emplois 2018-2022 des éventuelles mesures de périmètre à venir ;
- l'ajustement technique à la baisse en cas d'écart récurrent constaté entre plafond et consommation réelle. Une répartition indicative du plafond d'emplois ministériel en ETPT par mission et par programme devra être présentée.

Tableau de répartition entre programmes de la subvention d'équilibre du FSPOEIE* (2018-2022)

Mission	Programme	Pour rappel: Subvention FSPOEIE 2017 (en €)	Subvention FSPOEIE 2018	Subvention FSPOEIE 2019	Subvention FSPOEIE 2020	Subvention FSPOEIE 2021	Subvention FSPOEIE 2022
Administration générale et territoriale de l'Etat	Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"	15 018 363 €	18 207 585 €	18 966 756 €	19 780 122 €	20 670 499 €	21 618 837 €
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Programme 215 "Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture"	371 615 €	398 602 €	415 222 €	433 028 €	452 521 €	473 282 €
Défense	Programme 212 "Soutien de la politique de la défense"	1 132 989 413 €	1 200 063 464 €	1 250 100 493 €	1 303 709 568 €	1 362 394 358 €	1 424 899 386 €
Ecologie, développement durable	Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables"	121 607 736 €	139 268 804 €	145 075 661 €	151 297 058 €	158 107 498 €	165 361 282 €
Budget annexe	Programme 613 "Contrôle et exploitation aériens"	14 800 520 €	16 670 118 €	17 365 184 €	18 109 870 €	18 925 062 €	19 793 321 €
Economie	Programme 134 " Développement des entreprises et du tourisme"	768 858 €	26 265 046 €	27 360 175 €	28 533 484 €	29 817 881 €	31 185 890 €
Recherche et enseignement supérieur	Programme 150 " Formations supérieures et recherche universitaire"	1 140 473 €	1 096 156 €	1 141 861 €	1 190 828 €	1 244 432 €	1 301 525 €
	Programme 192"Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle"	0 €	313 188 €	326 246 €	340 237 €	355 552 €	371 864 €
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Programme 218 "Conduite et pilotage des politiques économiques et financières"	34 637 061 €	11 061 214 €	11 522 415 €	12 016 540 €	12 557 449 €	13 133 570 €
	Programme 156 "Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local"	2 998 547 €	1 608 645 €	1 675 718 €	1 747 579 €	1 826 244 €	1 910 030 €
	Programme 302 "Facilitation et sécurisation des échanges"	0 €	1 523 230 €	1 586 742 €	1 654 787 €	1 729 276 €	1 808 613 €
TOTAL		1 324 332 585 €	1 416 476 053 €	1 475 536 474 €	1 538 813 103 €	1 608 080 773 €	1 681 857 600 €

* cette ventilation est donnée à titre informatif et provisoire, sous réserve de modification.

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

ANNEXE VII

OPERATEURS DE L'ETAT

Les conférences de budgétisation devront permettre :

- de signaler les évolutions attendues sur le périmètre des opérateurs de l'État ;
- d'examiner leurs plafonds d'emplois, schémas d'emplois et éventuelles mesures techniques déjà connues et de recenser les prévisions de départs en retraite.

Il vous appartiendra, par ailleurs, de renseigner vos propositions de prélèvements sur fonds de roulement des opérateurs relevant de votre périmètre dans l'onglet « 5.1 Taxes affectées » (*annexe VIII*).

1. Périmètre (onglets « 4.1-FQ-OPE » ; « 4.1bis_détail_cat_créa » et « 4.1ter_OPE_mesures périmètre »)

Toute modification doit faire l'objet du renseignement d'une fiche de qualification/déqualification.

Vous veillerez à signaler toutes les modifications attendues en 2017 sur le périmètre des opérateurs dans la perspective de la construction du PLF pour 2018 : création ou fusion d'établissements, dissolution, modification de nom ou de statut notamment, sortie du périmètre opérateurs.

Le document de référence pour le périmètre 2017 est la liste publiée dans l'annexe au projet de loi de finances pour 2017 relative aux opérateurs de l'État (liste principale et détail des catégories d'opérateurs) et qui est mise à votre disposition pour mémoire dans les onglets « pm. PLF17 Liste des opérateurs » et « pm. PLF17 Détail des catégories ».

Par ailleurs, dans la perspective de déterminer dans le cadre du PLF 2018 une évolution à champ constant des concours de l'Etat aux opérateurs et des dépenses des opérateurs, il vous est demandé d'effectuer dès les conférences de budgétisation un premier recensement des mesures de périmètre et de transfert concernant le champ des opérateurs de l'État. A cet effet, la liste des différentes mesures de périmètre et de transfert devant intervenir en 2018 dans le champ des opérateurs de l'État doit être renseignée dans l'onglet « 4.1ter_OPE_mesures de périmètre » qui distingue :

- les mesures de périmètre entre les opérateurs et l'Etat ;
- les mesures de périmètre entre les opérateurs et d'autres administrations publiques (hors Etat) ;
- les changements de mode de financement des opérateurs.

Les mesures de périmètre recouvrent les situations dans lesquelles :

- une dépense auparavant assumée par un opérateur est transférée à une autre entité (Etat, autre administration publique) en transférant parallèlement les ressources d'un même montant permettant de la financer ;
- un opérateur inscrit à son budget une dépense nouvelle auparavant financée par une autre entité, ainsi que des recettes d'un même montant.

Exemples : transferts d'emplois d'un ministère vers un opérateur accompagné du transfert des crédits correspondant à leur financement ; augmentation d'une taxe affectée non plafonnée en contrepartie de la baisse des crédits budgétaires à un opérateur ; transfert à une administration publique autre que l'Etat du financement d'actions auparavant financées par un opérateur.

NB : les mesures de périmètre entre l'État et les opérateurs sont, sauf exceptions (augmentation d'une taxe affectée non plafonnée en contrepartie de la baisse des crédits budgétaires à un opérateur), considérées comme des mesures de transfert pour le calcul de la norme de dépenses.

Les changements de mode de financement des opérateurs recouvrent les situations dans lesquelles par exemple le plafond d'une taxe affectée à un opérateur est abaissé accompagné de la création ou d'une hausse à due concurrence de la subvention à cet opérateur (idem pour la suppression d'une taxe affectée plafonnée et inversement pour la création d'une taxe affectée plafonnée).

2. Plafonds d'emplois (onglet « 4.2_Emplois_OPE »)

L'étude des plafonds d'emplois portera à la fois sur des données d'exécution 2016 ainsi que sur les prévisions 2017-2022.

Au titre de 2018, bien que les schémas d'emplois soient en ETP, une colonne permettant d'en préciser l'impact en ETPT est prévue pour déterminer le plafond en ETPT en 2018 et sur les années suivantes.

Il est rappelé que les schémas d'emplois doivent correspondre à des suppressions effectives d'emplois et non d'emplois vacants, et par conséquent conduire à une baisse effective des dépenses de personnel.

En outre, les opérateurs présentant un niveau de vacances d'emplois structurellement élevé doivent faire l'objet **d'abattements de la vacance structurelle**. Ces abattements sont sans impact sur la masse salariale de l'opérateur.

Enfin, il est particulièrement important que les prévisions de départs à la retraite (en ETP) soient renseignées pour la période 2017 à 2022, *a minima* pour les opérateurs comptant plus de 1 000 ETP.

Pour toute question n'hésitez pas à contacter le bureau budgétaire sectoriel ou le bureau des opérateurs et des organismes publics d'État :

DB-2B2O@finances.gouv.fr

3. Contribution au CAS « Pensions » (onglet « 4.3 CAS Opérateurs »)

Afin d'affiner la prévision des contributions employeurs au CAS « Pensions », les ministères présenteront également un tableau relatif aux assiettes et aux contributions des opérateurs au CAS « Pensions ». Il est obligatoirement complété pour tout opérateur contribuant au CAS « Pensions ».

Pour mémoire :

- l'assiette de contribution au CAS « Pensions » est constituée du traitement indiciaire brut des agents propres de l'opérateur ayant le statut de fonctionnaire et des fonctionnaires de l'État civils ou militaires détachés de cet opérateur ;
- les civils cotisent au taux civil, + allocations temporaires d'invalidité (ATI), les militaires détachés dans les opérateurs cotisent au taux civil uniquement, mais pour simplifier le taux civil + ATI pourra leur être appliqué. La prévision de taux civil + ATI 2017 est de 74,60 %.

Rappel des taux 2017 et 2018

	2017	2018
Fonctionnaires civils (dont contribution ATI)	74,6 %	74,6 %
Personnels militaires	126,07 %	126,07 %

ANNEXE VIII

LES TAXES AFFECTEES

L'article 46 de la loi de finances initiale pour 2012 a instauré un plafonnement des taxes aux opérateurs et organismes qui poursuivent des missions de service public. A l'instar des dotations versées par le budget général de l'État, les dispositifs plafonnés font donc l'objet d'un contrôle du Parlement qui se prononce sur le champ et sur le niveau des plafonds du vote de la loi de finances.

En loi de finances pour 2012, ce plafonnement a été appliqué à un périmètre de 46 taxes affectées représentant un volume de 3 Md€. Ce périmètre, révisé et étendu chaque année, concerne en 2016 92 dispositifs pour un volume total de près de 9,6 Md€. Il a été intégré au sein de la norme de dépense de l'État depuis la LFI 2013.

Ce mécanisme contribue à un meilleur pilotage de l'affectation des ressources aux opérateurs sur un périmètre croissant.

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2014 à 2019 prévoit, à son article 16, plusieurs dispositifs de rationalisation du champ de la fiscalité affectée.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances pour 2018, **vous formulerez des propositions concernant :**

- **le plafonnement systématique des taxes affectées** à des tiers autres que les organismes de sécurité sociale ou les collectivités locales, **dans les conditions prévues par l'article 16 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 et son annexe n° 2**. A défaut, les taxes non plafonnées seront rebudgétisées dans le projet de loi de finances pour l'année 2018, conformément à ce que prévoit la loi de programmation ;
- **la baisse du plafond des taxes affectées**, dont il est rappelé qu'elle constitue une économie au sein de la norme de dépense (cf. charte de budgétisation annexée à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017). Vos propositions contribueront à l'objectif de baisse des plafonds en 2018 qui vous sera précisé par la lettre de cadrage ;
- **la rebudgétisation de certaines taxes** (réaffectation de la recette au budget de l'État et versement d'une subvention pour charge de service public) ;
- **la rebudgétisation de certains organismes** (suppression de l'organisme et réintégration de tout ou partie de ses missions au sein des services de l'État ou transformation en service à compétence nationale).

Les **taxes affectées et à faible rendement**, souvent complexes pour le contribuable et coûteuses à recouvrer, feront l'objet d'un examen spécifique. Dans une logique de simplification du système fiscal, l'objectif sera de proposer, outre la suppression des taxes dont le rendement est trop faible ou dont la pertinence n'est pas avérée, les pistes de transformation ou de regroupement des dispositifs inadéquats.

Précisions méthodologiques :

Le tableau 5.1 devra être renseigné par les ministères. Il vous est demandé de renseigner le rendement constaté pour 2016 et le rendement prévisionnel pour 2017-2022 en actualisant la prévision figurant dans le « Voies et Moyens » annexé au PLF 2017.

Il vous appartiendra également de renseigner vos propositions :

- d'évolution du niveau des plafonds des taxes affectées plafonnées. Il vous est demandé de renseigner vos propositions d'évolution pour les années 2018-2022 **pour l'ensemble des taxes relevant de votre ministère** ;
- d'évolution du champ des taxes affectées plafonnées dans le tableau dédié ;
- de prélèvements sur fonds de roulement des opérateurs relevant de votre périmètre.

Liste des taxes affectées plafonnées par l'article 46 de la LFI 2012 modifié par la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 et la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017

A. - IMPOSITION ou ressource affectée	B. - PERSONNE affectataire	C. - PLAFOND ou montant
Article L. 131-5-1 du code de l'environnement	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	448 700
Article 302 bis ZB du code général des impôts	Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	571 000
III de l'article 36 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015	Agence de financement des infrastructures de transport de France	735 000
III bis du présent article	Agences de l'eau	2 300 000
Article 706-163 du code de procédure pénale	Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)	6 306
Article 235 ter ZD du code général des impôts	Agence française de développement (AFD)	270 000
Article 232 du code général des impôts	Agence nationale de l'habitat (ANAH)	21 000
1° de l'article L. 342-21 du code de la construction et de l'habitation	Agence nationale de contrôle du logement social	6 450
2° de l'article L. 342-21 du code de la construction et de l'habitation	Agence nationale de contrôle du logement social	11 334
b du III de l'article 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011	Agence nationale des fréquences	2 850
V de l'article 43 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999)	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)	70 000
a du III de l'article 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail(ANSES)	2 000
I de l'article L. 5141-8 du code de la santé publique	ANSES	4 000
II de l'article L. 5141-8 du code de la santé publique	ANSES	4 500
Article 130 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007	ANSES	15 000
III de l'article 134 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2008	Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)	11 250
Article 1628 ter du code général des impôts	Agence nationale des titres sécurisés	7 000
Article 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 (I de l'article 953 du code général des impôts)	ANTS	126 060
Article 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 (IV et V de l'article 953 du code général des impôts et article L. 311-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)	ANTS	14 490
VI de l'article 135 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009	ANTS	36 200

Article 1605 nonies du code général des impôts	Agence de services et de paiement	12 000
Article L. 253-8-2 du code rural et de la pêche maritime	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	6 300
Article L. 341-6 du code forestier	Agence de services et de paiement	2 000
Article 1609 C du code général des impôts	Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe	1 615
Article 1609 D du code général des impôts	Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Martinique	1 615
Article L. 612-20 du code monétaire et financier	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	190 000
Articles L. 621-5-3 et suivants du code monétaire et financier	Autorité des marchés financiers (AMF)	94 000
Article L. 2132-13 du code des transports	Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER)	8 300
Article 1609 sexticies du code général des impôts	ARAFER	1 100
Article 1609 septtricies du code général des impôts	ARAFER	2 600
Article 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Association pour le soutien du théâtre privé	8 000
Article 1609 nonies G du code général des impôts	Fonds national d'aide au logement	45 000
Article 224 du code des douanes	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	38 500
F de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre d'étude et de recherche de l'industrie du béton (CERIB) ; Centre technique de matériaux naturels de construction (CTMNC)	14 000
Article 1609 tricies du code général des impôts	Centre national pour le développement du sport (CNDS)	44 600
Premier alinéa de l'article 1609 novovicies du code général des impôts	CNDS	159 000
Troisième alinéa de l'article 1609 novovicies du code général des impôts	CNDS	25 500
Article 59 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999)	CNDS	40 900
a de l'article 1609 undecies du code général des impôts	Centre national du livre (CNL)	5 300
b de l'article 1609 undecies du code général des impôts	CNL	29 400
Article 76 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (CNV)	50 000
Article 1604 du code général des impôts	Chambres d'agriculture	292 000
II de l'article 1600 du code général des impôts	Chambres de commerce et d'industrie	549 000
2 du III de l'article 1600 du code général des impôts	Chambres de commerce et d'industrie	376 117

Article 1601 du code général des impôts et article 3 de la loi n° 48-977 du 16 juin 1948 relative à la taxe pour frais de chambre de métiers applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	Chambres de métiers et de l'artisanat	243 018
D de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité de développement et de promotion de l'habillement (DEFI)	10 000
A de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement des industries françaises de l'ameublement et du bois (CODIFAB) ; Institut technologique filière cellulose, bois, ameublement (FCBA) ; Centre technique des industries mécaniques (CETIM)	13 300
B de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement cuir, chaussure, maroquinerie (CTC)	13 250
Article 72 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre technique de la conservation des produits agricoles	2 900
H de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre technique des industries de la fonderie	4 000
I de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre technique industriel de la plasturgie et des composites	6 500
E de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centres techniques industriels de la mécanique (CETIM, Centre technique des industries mécaniques et du décolletage, Centre technique industriel de la construction métallique, Centre technique des industries aéronautiques et thermiques, Institut de soudure)	70 050
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de Lorraine	25 275
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de Normandie	17 924
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes	30 769
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur	83 700
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier d'Ile-de-France	192 747
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de Poitou-Charentes	9 890
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de Languedoc-Roussillon	19 231
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de Bretagne	21 648
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier de Vendée	9 890
Articles 1607 ter du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Etablissement public foncier Nord-Pas-de-Calais	74 725
Article 1609 B du code général des impôts	Etablissement public foncier et d'aménagement de Guyane	3 000

Article 1609 B du code général des impôts	Etablissement public foncier et d'aménagement de Mayotte	125
Article L. 2221-6 du code des transports	Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF)	10 200
Article 1609 octotricies du code général des impôts	Fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice	30 000
Article 1601 B du code général des impôts	Fonds d'assurance formation des chefs d'entreprise inscrits au répertoire des métiers mentionné au III de l'article 8 de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003	54 000
1° du A du XI de l'article 36 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	Fonds national d'aide au logement	116 100
Article 1635 bis A du code général des impôts	Fonds national de gestion des risques en agriculture	60 000
Article 1601 A du code général des impôts	Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat (FNPCA)	9 910
I de l'article 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005	Fonds de solidarité pour le développement (FSD)	528 000
VI de l'article 302 bis K du code général des impôts	FSD	210 000
Article 75 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	FranceAgriMer	3 977
Article 1619 du code général des impôts	FranceAgriMer	17 500
Article 1606 du code général des impôts	FranceAgriMer	650
Article L. 236-2 du code rural et de la pêche maritime	FranceAgriMer	2 000
Articles L. 236-2-2 et L. 251-17-2 du code rural et de la pêche maritime	FranceAgriMer	2 000
C de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table (Francéclat)	13 500
Article 302 bis KH du code général des impôts	France Télévisions	166 066
G de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Institut des corps gras	559
Article L. 642-13 du code rural et de la pêche maritime	Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	7 500
Article L. 137-24 du code de la sécurité sociale	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES)	5 000
Article 96 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	62 500
Article L. 423-27 du code de l'environnement	Office national de la chasse et de la faune sauvage	67 620
2° du A du XI de l'article 36 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	Société du Grand Paris (SGP)	385 000

Article 1609 G du code général des impôts	SGP	117 000
Article 1599 quater A bis du code général des impôts	SGP	66 000
Article L. 4316-3 du code des transports	Voies navigables de France (VNF)	132 844
Article 1609 quatervicies A du code général des impôts	Personnes publiques ou privées exploitant des aérodrômes	55 000
Article L. 2333-57 du code général des collectivités territoriales	Organismes mentionnés à l'article L. 742-9 du code de la sécurité intérieure	1 000

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

ANNEXE IX

Fiche mesure / Fiche article du PLF

Cette annexe a notamment vocation à opérer un premier recensement des projets d'articles nécessaires à la budgétisation du PLF 2018.

Une circulaire *ad hoc* sera publiée fin juin-début juillet afin de préparer la réunion interministérielle qui arrêtera la liste et le contenu des projets retenus. Toutefois, vous pouvez d'ores et déjà utilement vous référer au guide pour la réalisation des évaluations préalables annexé à la circulaire articles du PLF 2017³.

PLF 2018

Ministère **YYY** - Intitulé de la mesure

Programme(s) concerné(s) :

2. Présentation succincte du projet de mesure

Exposé succinct de l'objet de la mesure / de l'article du PLF

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

1.1 Rappel de la situation actuelle et objectif de la mesure

- a) Situation actuelle
- b) Problème à résoudre, options possibles et motivation du choix retenu
- c) Justification de la nécessité de l'option législative, en particulier, ressort du domaine législatif à l'aune de l'article 34 de la Constitution
- d) Justification de la place en loi de finances à l'aune de l'article 34 de la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances

1.2 Evaluation du coût/économie engendré(e) par la réforme et cadencement de son impact financier

	2018	2019	2020	2021	2022
Coût / Economie annuel(le) (crédits de paiement, en M€)	x	y	y1	y2	y3

Vous présenterez l'impact financier de la mesure selon les mêmes conventions que celles retenues pour le tableau de l'onglet 1.4 (impact en crédits de paiement et en écart au tendanciel).

Un commentaire sur le rendement (+/-) de la mesure par rapport à l'état du droit en vigueur sera formulé pour les mesures nécessitant un article à inscrire en loi de finances.

³ PLF 2017 : https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publique/files/files/circulaires/annexes/2016/1BLF-16-3271/1BLF-16-3271_annexe4.pdf

3. Modalités de mise en œuvre de la mesure

2.1 Dispositions juridiques nécessaires à la mise en œuvre de la mesure

Dispositif juridique (i) rappel du droit en vigueur (ii) contenu de la mesure et incidence juridique	<i>Quelles sont les dispositions législatives qui doivent être modifiées ou créées ? Par coordination, d'autres dispositions législatives doivent-elles être modifiées ?</i>
Rattachement au domaine des lois de finances	<i>Compétence exclusive ou facultative d'une loi de finances, à quelle disposition de la LOLF se rattache le projet d'article et en particulier à quel item de l'article 34 ?</i>
Mesure d'exécution	<i>La mise en œuvre de la disposition législative nécessite-t-elle des dispositions réglementaires d'application (décret / arrêté) ?</i>
Direction responsable de la rédaction de l'article	

Vous attacherez une attention particulière à la justification au rattachement au domaine des lois de finances⁴.

2.2 Consultations obligatoires ou notifications à la Commission européenne à mener avant la saisine du Conseil d'Etat

Si la mesure envisagée est susceptible de constituer une aide d'Etat, une notification à la Commission européenne est indispensable avant la saisine du Conseil d'Etat.⁵

Si la mesure nécessite des adaptations particulières pour les collectivités d'outre-mer, celles-ci doivent impérativement être consultées avant la saisine du Conseil d'Etat⁶.

⁴ <http://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Guide-de-legistique/I.-Conception-des-textes/1.3.-Hierarchie-des-normes/1.3.4.-Lois-de-finances>

⁵ http://europa.eu/legislation_summaries/competition/state_aid/126045_fr.htm

⁶ <http://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Guide-de-legistique/III.-Redaction-des-textes/3.6.-Application-et-applicabilite-des-textes-outre-mer>

BUDGET PLURIANNUEL 2018-2022

ANNEXE X

SUIVI DES CONTRATS DE PROJET ÉTAT - REGIONS

Il est demandé de renseigner, pour les programmes et pour les opérateurs concernés, dans les tableaux annexés à la présente circulaire (*tableau 8.1 CPER*) :

- d'une part, en CP uniquement, l'exécution pour l'année 2016, au titre de la vague de **CPER 2007-2014** (qui ne fait plus l'objet d'engagements depuis fin 2014), la LFI 2017, ainsi que les perspectives d'apurement des engagements pris pour cette génération de CPER ;

- d'autre part, l'exécution 2016, la LFI 2017 et les prévisions (en AE et en CP) au titre de la nouvelle **génération des CPER 2015-2020**.

Enfin, le tableau final agrège les éléments qui précèdent.

1.1 TENDANCIEL A LA BRIQUE 2018-2022

Méthodologie : renseigner au niveau brique le « tendanciel » de dépenses, c'est-à-dire la progression d'une dépense liée à sa dynamique naturelle (*cf. annexe III de la circulaire*). Le tendanciel, ou évolution spontanée de la dépense, est à différencier de l'impact des décisions nouvelles, qu'il s'agisse de moyens nouveaux ou d'économies, lesquelles sont à renseigner dans l'onglet "1.2 ME et MN" du classeur.

=> Le tendanciel doit faire l'objet d'une analyse approfondie entre les services afin d'être partagé entre les services à l'issue de la phase de convergence technique. L'objectif de cette procédure est de ne soumettre aucun point de divergence de nature technique à l'arbitrage.

Ministère : XX

Mission : XX

		A renseigner à l'euro - affichage en M€, avec une décimale										Écarts à la LFI en CP				Écarts à l'exécution en CP							
		Exécution 2016 (format 2017)		LFI 2017		2018		2019		2020		2021		2022		2018 / 2017		2022 / 2017		2018 / 2016		2022 / 2016	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
DEPENSES DE PERSONNEL (TITRE 2)		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
Hors CAS pensions		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
CAS pensions		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
AUTRES DEPENSES (HORS TITRE 2)		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 1															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 2															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 3															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 4															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 5															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 1															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 2															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 3															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 4															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 5															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 1															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 2															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 3															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 4															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 5															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 1															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 2															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 3															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 4															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 5															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 1															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 2															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 3															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 4															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
	Brique 5															+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
TOTAL MISSION STRUCTURE CONSTANTE *		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%
MODIFICATIONS DE PERIMETRE budgétisations (+) débudgétisations (-)						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0								
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																						
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																						
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																						
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																						
TOTAL MISSION STRUCTURE COURANTE		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%

* Hors mesures de périmètre nouvelles (cf.cartouche "modifications de périmètre")
Hors mesures de transfert qui seront saisis dans l'application Farandole

1.2 MESURES NOUVELLES ET D'ECONOMIES A LA BRIQUE 2018-2022

Méthodologie : renseigner au niveau briques les mesures d'économies, s'appréciant en variations négatives par rapport au tendanciel, et les mesures nouvelles, s'appréciant en variations positives par rapport au tendanciel (surcoût). Ces deux types de mesures sont à différencier du tendanciel de dépenses (onglet 1.1 "Tendanciel") et sont présentées comme des décisions nouvelles.

=> Les sous-jacents techniques des mesures nouvelles et d'économies proposées devront faire l'objet d'une analyse approfondie entre les services. L'objectif de cette procédure est de ne soumettre aucun point de divergence de nature technique à l'arbitrage.

Ministère : XX

Mission : XX

		2018				2019				2020				2021				2022			
		Economies (-)		Mesures nouvelles (+)		Economies (-)		Mesures nouvelles (+)		Economies (-)		Mesures nouvelles (+)		Economies (-)		Mesures nouvelles (+)		Economies (-)		Mesures nouvelles (+)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
DEPENSES DE PERSONNEL (TITRE 2)		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hors CAS pensions		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
N° du prog	Intitulé du programme																				
N° du prog	Intitulé du programme																				
N° du prog	Intitulé du programme																				
CAS pensions		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
N° du prog	Intitulé du programme																				
N° du prog	Intitulé du programme																				
N° du prog	Intitulé du programme																				
AUTRES DEPENSES (HORS TITRE 2)		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Brique 1																				
	Brique 2																				
	Brique 3																				
	Brique 4																				
	Brique 5																				
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Brique 1																				
	Brique 2																				
	Brique 3																				
	Brique 4																				
	Brique 5																				
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Brique 1																				
	Brique 2																				
	Brique 3																				
	Brique 4																				
	Brique 5																				
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Brique 1																				
	Brique 2																				
	Brique 3																				
	Brique 4																				
	Brique 5																				
N° du prog	Intitulé du programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Brique 1																				
	Brique 2																				
	Brique 3																				
	Brique 4																				
	Brique 5																				
TOTAL MISSION STRUCTURE CONSTANTE *		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MODIFICATIONS DE PERIMETRE budgétisations (+) débudgétisations (-)		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																				
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																				
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																				
N° du prog	libellé de la mesure de périmètre																				
TOTAL MISSION STRUCTURE COURANTE		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Hors mesures de périmètre nouvelles (cf.cartouche *modifications de périmètre)
Hors mesures de transfert qui seront saisis dans l'application Farandole

1.3 SYNTHÈSE DES CREDITS 2018-2022 SUR LA MISSION

Mission : XX

Données renseignées automatiquement à partir des onglets 1.1 et 1.2 – affichage en ME

[illegible]

* Hors mesures de périmètre nouvelles (cf.cartouche "modifications de périmètre")
Hors mesures de transfert qui seront saisis dans l'application Farandole

1.4 LISTE DES MESURES SOUS-JACENTES A LA PROGRAMMATION 2018-2022

Méthodologie : présenter les mesures nouvelles et d'économies sous-jacentes à la programmation sous forme de liste et **les classer selon leur ordre de priorité** : priorité dans la mise en place d'une mesure nouvelle et acceptabilité de la mesure d'économie. Les données renseignées dans cet onglet doivent être cohérentes avec celles qui sont renseignées dans l'onglet "1.2 ME et MN" du classeur.

=> Les sous-jacents techniques de ces mesures proposées devront faire l'objet d'une analyse approfondie entre les services afin d'aboutir à un accord à l'issue de la phase de convergence technique entre services. L'objectif de cette procédure est de ne soumettre aucun point de divergence de nature technique à l'arbitrage.

Ministère :

Mission :

[illegible]

2.1 Facteurs d'évolution de la masse salariale du ministère

Les données correspondent à celles qui sont remplies dans l'outil de budgétisation ou générées par celui-ci (onglet VIII)

Ministère : XX

Tableau de synthèse

A renseigner à l'euro - affichage en M€	Exécution 2016	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation				
				2018	2019	2020	2021	2022
Socle Exécution n-1 retraitée								
dont exécution n-1 hors CAS Pensions								
dont FA technique n-1 (montant absolu et non variation)								
dont impact des mesures de transferts et de périmètre N-1/N								
dont total des débasages dépenses au profil atypique :								
- GIPA								
- compte épargne temps (CET)								
- mesures de restructurations								
- autres								
Impact du schéma d'emplois								
dont EAP schéma d'emplois n-1								
dont schéma d'emplois n								
Mesures catégorielles								
Mesures générales								
dont rebasage de la GIPA								
dont EAP augmentation du point d'indice n-1								
dont augmentation du point d'indice en n								
dont mesures bas salaires								
GVT solde								
dont GVT positif								
dont GVT négatif								
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA								
dont indemnisation des jours de CET								
dont mesures de restructuration								
Autres								
Autres variations								
dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23								
dont fongibilité asymétrique technique								
Autres								
Total T2 hors CAS pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact des changements de périmètre								
Total T2 hors CAS pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CAS Pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
civils et ATI								
militaires								
subvention d'équilibre FSPOEIE et cultes								
Impact des changements de périmètre								
CAS Pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° du prog Intitulé du

A renseigner à l'euro - affichage en M€	Exécution 2016	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation				
				2018	2019	2020	2021	2022
Socle Exécution n-1 retraitée								
dont exécution n-1 hors CAS Pensions								
dont FA technique n-1 (montant absolu et non variation)								
dont impact des mesures de transferts et de périmètre N-1/N								
dont total des débasages dépenses au profil atypique :								
- GIPA								
- compte épargne temps (CET)								
- mesures de restructuration								
- autres								
Impact du schéma d'emplois								
dont EAP schéma d'emplois n-1								
dont schéma d'emplois n								
Mesures catégorielles								
Mesures générales								
dont rebasage de la GIPA								
dont EAP augmentation du point d'indice n-1								
dont augmentation du point d'indice en n								
dont mesures bas salaires								
GVT solde								
dont GVT positif								
dont GVT négatif								
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA								
dont indemnisation des jours de CET								
dont mesures de restructuration								

Autres								
Autres variations								
dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23								
dont fongibilité asymétrique technique								
Autres								
Total T2 hors CAS pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact des changements de périmètre								
Total T2 hors CAS pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CAS Pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
civils et ATI								
militaires								
subvention d'équilibre FSPOEIE et cultes								
Impact des changements de périmètre								
CAS Pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° du prog	Intitulé du			Programmation				
A renseigner à l'euro - affichage en M€	Exécution 2016	LFI 2017	Prévision 2017	2018	2019	2020	2021	2022
Socle Exécution n-1 retraitée								
dont exécution n-1 hors CAS Pensions								
dont FA technique n-1 (montant absolu et non variation)								
dont impact des mesures de transferts et de périmètre N-1/N								
dont total des débasages dépenses au profil atypique :								
- GIPA								
- compte épargne temps (CET)								
- mesures de restructuration								
- autres								
Impact du schéma d'emplois								
dont EAP schéma d'emplois n-1								
dont schéma d'emplois n								
Mesures catégorielles								
Mesures générales								
dont rebasage de la GIPA								
dont EAP augmentation du point d'indice n-1								
dont augmentation du point d'indice en n								
dont mesures bas salaires								
GVT solde								
dont GVT positif								
dont GVT négatif								
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA								
dont indemnisation des jours de CET								
dont mesures de restructuration								
Autres								
Autres variations								
dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23								
dont fongibilité asymétrique technique								
Autres								
Total T2 hors CAS pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact des changements de périmètre								
Total T2 hors CAS pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CAS Pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
civils et ATI								
militaires								
subvention d'équilibre FSPOEIE et cultes								
Impact des changements de périmètre								
CAS Pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° du prog	Intitulé du			Programmation				
A renseigner à l'euro - affichage en M€	Exécution 2016	LFI 2017	Prévision 2017	2018	2019	2020	2021	2022
Socle Exécution n-1 retraitée								
dont exécution n-1 hors CAS Pensions								
dont FA technique n-1 (montant absolu et non variation)								
dont impact des mesures de transferts et de périmètre N-1/N								
dont total des débasages dépenses au profil atypique :								
- GIPA								
- compte épargne temps (CET)								
- mesures de restructuration								
- autres								
Impact du schéma d'emplois								
dont EAP schéma d'emplois n-1								
dont schéma d'emplois n								

Mesures catégorielles								
Mesures générales								
dont rebasage de la GIPA								
dont EAP augmentation du point d'indice n-1								
dont augmentation du point d'indice en n								
dont mesures bas salaires								
GVT solde								
dont GVT positif								
dont GVT négatif								
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA								
dont indemnisation des jours de CET								
dont mesures de restructuration								
Autres								
Autres variations								
dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23								
dont fongibilité asymétrique technique								
Autres								
Total T2 hors CAS pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact des changements de périmètre								
Total T2 hors CAS pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CAS Pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
civils et ATI								
militaires								
subvention d'équilibre FSPOEIE et cultes								
Impact des changements de périmètre								
CAS Pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

A renseigner si plus de 3 programmes T2
N° programme 4

Intitulé

A renseigner à l'euro - affichage en M€	Exécution 2016	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation				
				2018	2019	2020	2021	2022
Socle Exécution n-1 retraitée								
dont exécution n-1 hors CAS Pensions								
dont FA technique n-1 (montant absolu et non variation)								
dont impact des mesures de transferts et de périmètre N-1/N								
dont total des débasages dépenses au profil atypique :								
- GIPA								
- compte épargne temps (CET)								
- mesures de restructuration								
- autres								
Impact du schéma d'emplois								
dont EAP schéma d'emplois n-1								
dont schéma d'emplois n								
Mesures catégorielles								
Mesures générales								
dont rebasage de la GIPA								
dont EAP augmentation du point d'indice n-1								
dont augmentation du point d'indice en n								
dont mesures bas salaires								
GVT solde								
dont GVT positif								
dont GVT négatif								
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA								
dont indemnisation des jours de CET								
dont mesures de restructuration								
Autres								
Autres variations								
dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23								
dont fongibilité asymétrique technique								
Autres								
Total T2 hors CAS pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact des changements de périmètre								
Total T2 hors CAS pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CAS Pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
civils et ATI								
militaires								
subvention d'équilibre FSPOEIE et cultes								
Impact des changements de périmètre								
CAS Pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° programme 5

Intitulé

Programmation

[illegible]

N° programme 6

Intitulé

[illegible]

CAS Pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
civils et ATI militaires subvention d'équilibre FSPOEIE et cultes								
Impact des changements de périmètre CAS Pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° programme 7 Intitulé				Programmation				
A renseigner à l'euro - affichage en M€	Exécution 2016	LFI 2017	Prévision 2017	2018	2019	2020	2021	2022
Socle Exécution n-1 retraitée								
dont exécution n-1 hors CAS Pensions dont FA technique n-1 (montant absolu et non variation) dont impact des mesures de transferts et de périmètre N-1/N dont total des débasages dépenses au profil atypique : - GIPA - compte épargne temps (CET) - mesures de restructuration - autres								
Impact du schéma d'emplois dont EAP schéma d'emplois n-1 dont schéma d'emplois n								
Mesures catégorielles								
Mesures générales dont rebasage de la GIPA dont EAP augmentation du point d'indice n-1 dont augmentation du point d'indice en n dont mesures bas salaires								
GVT solde dont GVT positif dont GVT négatif								
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA dont indemnisation des jours de CET dont mesures de restructuration Autres								
Autres variations dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 dont fongibilité asymétrique technique Autres								
Total T2 hors CAS pensions (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact des changements de périmètre Total T2 hors CAS pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CAS Pensions (champ constant 2016) civils et ATI militaires subvention d'équilibre FSPOEIE et cultes								
Impact des changements de périmètre CAS Pensions (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (champ constant 2016)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Titre 2 (à périmètre courant)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° programme 8 Intitulé				Programmation				
A renseigner à l'euro - affichage en M€	Exécution 2016	LFI 2017	Prévision 2017	2018	2019	2020	2021	2022
Socle Exécution n-1 retraitée								
dont exécution n-1 hors CAS Pensions dont FA technique n-1 (montant absolu et non variation) dont impact des mesures de transferts et de périmètre N-1/N dont total des débasages dépenses au profil atypique : - GIPA - compte épargne temps (CET) - mesures de restructuration - autres								
Impact du schéma d'emplois dont EAP schéma d'emplois n-1 dont schéma d'emplois n								
Mesures catégorielles								
Mesures générales dont rebasage de la GIPA dont EAP augmentation du point d'indice n-1 dont augmentation du point d'indice en n dont mesures bas salaires								
GVT solde dont GVT positif								

[illegible]

2.2 FLUX D'EFFECTIFS

Les données correspondent à celles qui sont remplies dans l'outil de budgétisation ou générées par celui-ci (onglet IV)

Ministère : XX

NB : hors mesures de transfert et de périmètre

Tableau de synthèse

I - Flux des départs et des arrivées (ETP)	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation 2018	Programmation 2019	Programmation 2020	Programmation 2021	Programmation 2022
Catégorie 1							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 2							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 3							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 4							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 5							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 6							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 7							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 8							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 9							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 10							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Catégorie 11							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
(dont ouvriers d'État)							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Total des arrivées	0	0	0	0	0	0	0
Mois moyen global des arrivées	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Total des départs	0	0	0	0	0	0	0
Mois moyen global des départs	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Solde (en ETP)	0	0	0	0	0	0	0
Effet du schéma d'emplois de l'année N en ETPT année N	0	0	0	0	0	0	0
EAP schéma d'emplois N-1 (en ETPT)			0	0	0	0	0

N° du progIntitulé du programme

I - Flux des départs et des arrivées (ETP)	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation 2018	Programmation 2019	Programmation 2020	Programmation 2021	Programmation 2022
Catégorie 1							
Arrivées							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Incidence de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptés positivement)							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Incidence de la date moyenne des départs	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Catégorie 2							
Arrivées							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Incidence de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptés positivement)							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Incidence de la date moyenne des départs	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Catégorie 3							
Arrivées							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Incidence de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptés positivement)							

Catégorie 3	
Arrivées	
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12	

[illegible]

Catégorie 5							
Arrivées							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Incidences de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptés positivement)							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Incidences de la date moyenne des départs	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

Effet du schéma d'emplois de l'année N en ETPT année N	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EAP schéma d'emplois N-1 (en ETPT)			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

I - Flux des départs et des arrivées (ETP)	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation 2018	Programmation 2019	Programmation 2020	Programmation 2021	Programmation 2022
--------------------------------------------	----------	----------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

[illegible][illegible]

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Total des arrivées	0	0	0	0	0	0	0
Total des départs	0	0	0	0	0	0	0
Solde (en ETP)	0	0	0	0	0	0	0

A renseigner si plus de 3 programmes T2	
N° programme 4	Intitulé programme

Catégorie 2								
Arrivées								
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12								
Mois moyen des arrivées ci-dessus								
Incidence de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptées positivement)								
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12								

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mois moyen des départs ci-dessus						
Incidences de la date moyenne des départs	108%	108%	108%	108%	108%	108%

[illegible][illegible][illegible]

Catégorie 6							
Arrivées							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Incidences de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptés positivement)							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Incidences de la date moyenne des départs	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

Total des arrivées	0	0	0	0	0	0	0
Total des départs	0	0	0	0	0	0	0
Solde (en FTE)	0	0	0	0	0	0	0

Effet du schéma d'emplois de l'année N en ETPT année N	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EAP schéma d'emplois N-1 (en ETPT)			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N° programme 5	Intitulé programme
----------------	--------------------

I - Flux des départs et des arrivées (ETP)	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation 2018	Programmation 2019	Programmation 2020	Programmation 2021	Programmation 2022
--------------------------------------------	----------	----------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

[illegible]

Catégorie 2	
Arrivées	
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12	
Noms, numéros des arrivées civiles	

[illegible]

Catégorie 3							
Arrivées							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Incidences de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptés positivement)							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Incidences de la date moyenne des départs	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%

Catégorie 4							
Arrivées							
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des arrivées ci-dessus							
Incidence de la date moyenne des arrivées	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%
Départs (comptés positivement)							
Nombre de départs entre le 1/1 et le 31/12							
Mois moyen des départs ci-dessus							
Incidence de la date moyenne des départs	108%	108%	108%	108%	108%	108%	108%

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

Total des arrivées	0	0	0	0	0	0	0
Total des départs	0	0	0	0	0	0	0
Solde (en ETP)	0	0	0	0	0	0	0

Effet du schéma d'emplois de l'année N en ETPT année N	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FAR schéma d'emplois N-1 (en ETPT)			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N° programme 8	Intitulé programme
----------------	--------------------

I - Flux des départs et des arrivées (ETP)	LFI 2017	Prévision 2017	Programmation 2018	Programmation 2019	Programmation 2020	Programmation 2021	Programmation 2022
--------------------------------------------	----------	----------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Catégorie 1						
Arrivées						
Nombre d'arrivées entre le 1/1 et le 31/12						
Mois moyen des arrivées ci-dessus						
Incidence de la date requête des arrivées						
	108%	108%	108%	108%	108%	108%

Ministère : XX

Méthodologie : Compléter les cases sur fond sable. Harmoniser le numéro des programmes avec ceux définis dans les onglets précédents pour activer les formules de calcul

[illegible]

2.4 Coûts moyens par catégorie d'emplois (hors CAS Pensions)

Ministère : XX

Tableau de synthèse

NB: Le tableau de synthèse est optionnel

(en €, avec une décimale)	LFI 2017			Actualisation		
	entrants	moyen	sortants	entrants	moyen	sortants
Coûts moyens						
Catégorie d'emploi 1 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 2 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 3 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 4 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 5 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 6 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 7 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 8 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						

IR : indemnité de résidence SFT : supplément familial de traitement

NB : 1- les dépenses de la catégorie 23 du titre 2 (prestations et allocations diverses) seront exclues.

2- l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE) doit être comptabilisée dans la catégorie "primes et indemnités".

N° du prog

(en €, avec une décimale)	LFI 2017			Actualisation		
	entrants	moyen	sortants	entrants	moyen	sortants
Coûts moyens						
Catégorie d'emploi 1 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 2 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 3 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 4 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 5 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 6 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 7 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						
Catégorie d'emploi 8 : XXXX	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
a) traitement (y compris IR et SFT)						
b) primes et indemnités						
taux de primes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
c) cotisations sociales Etat employeur (hors CAS pensions)						

IR : indemnité de résidence SFT : supplément familial de traitement

NB : 1- les dépenses de la catégorie 23 du titre 2 (prestations et allocations diverses) seront exclues.

2- l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE) doit être comptabilisée dans la catégorie "primes et indemnités".

N° du prog

(en €, avec une décimale)	LFI 2017			Actualisation		
	entrants	moyen	sortants	entrants	moyen	sortants
Coûts moyens						

IR : indemnité de résidence SFT : supplément familial de traitement

NB : 1- les dépenses de la catégorie 23 du titre 2 (prestations et allocations diverses) seront exclues.
 2- l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE) doit être comptabilisée dans la catégorie "primes et indemnités".

IR : indemnité de résidence SFT : supplément familial de traitement

NB : 1- les dépenses de la catégorie 23 du titre 2 (prestations et allocations diverses) seront exclues.
 2- l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE) doit être comptabilisée dans la catégorie "primes et indemnités".

IR : indemnité de résidence SFT : supplément familial de traitement
NB : 1- les dépenses de la catégorie 23 du titre 2 (prestations et allocations diverses) seront exclues.
2- l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE) doit être comptabilisée dans la catégorie "primes et indemnités".

[illegible]

[illegible]

N° du prog	Intitulé du programme
------------	-----------------------

[illegible]

N° programme 4	Intitulé programme
----------------	--------------------

[illegible]

TOTAL DES MESURES CATEGORIELLES					0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

N° programme 6	Intitulé programme
----------------	--------------------

Mesures relatives aux restructurations :							
Mesures d'accompagnement de la réforme territoriale (mise en œuvre du décret 2015-1120) :							
Autres mesures de restructuration :							
TOTAL DES MESURES DE RESTRUCTURATION		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

N° programme 7	Intitulé programme
----------------	--------------------

[illegible]

N° programme 8	Intitulé programme
----------------	--------------------

Type de mesure	Intitulé de la mesure	Catégorie et corps concernés	Date d'entrée en vigueur	Prévision 2017	Programmation				
					2018	2019	2020	2021	2022
Mesures catégorielles tendancielles (coups partis) :				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mesures catégorielles nouvelles :				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES MESURES CATEGORIELLES				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGETS 2017 et 2018-2022
SYNTHESE PAR PROGRAMME DES EMPLOIS ET DU TITRE 2

Ministère : XX

PLAFOND D'EMPLOIS (en ETPT)

[illegible]

SCHEMA D'EMPLOIS (en ETP)

[illegible]

CREDITS T2 HCAS - Champ constant (en $M\odot$)

[illegible]

CREDITS T2 CAS - Champ constant (en M€)

[illegible]

TOTAL T2 - Champ constant (en M€)	
-----------------------------------	--

[illegible]

FICHE DE QUALIFICATION AU PERIMETRE DES OPERATEURS DE L'ETAT

(à compléter en cas de création, suppression et transformation d'opérateurs ou de catégorie d'opérateurs)
1 fiche / opérateur - pour les catégories, consulter B2O

Liste de référence :	PLF 2017
Les modifications seront prises en compte pour le :	PLF 2018

Objet de la fiche

☐ Création☐ Suppression**Si Suppression : Merci de mettre une croix dans la case correspondant à la situation de l'opérateur concerné par cette fiche**☐ Dissolution de l'opérateur☐ Ne répond plus aux critères☐ Absorption par un autre organisme (opérateur ou non)☐ Autre, préciser : ☐ Transformation**Si Transformation : Merci de mettre une croix dans la case correspondant à la situation de l'opérateur concerné par cette fiche**☐ Changement de nom, de statut☐ Changement de programme de rattachement budgétaire (inscrire le(s) nouveau(x) rattachement(s) dans la rubrique "Indice 1"☐ Fusion de l'opérateur concerné avec un autre opérateur (l'opérateur concerné absorbe l'autre)☐ Fusion de l'opérateur concerné avec un organisme non opérateur (l'opérateur concerné absorbe l'autre)☐ Changements au sein d'une catégorie d'opérateurs (fusions de plusieurs opérateurs d'une même catégorie, etc)☐ Démembrement☐ Autre, préciser :

Identification

Catégorie*

Le cas échéant, merci de mettre une croix et de remplir uniquement les

Nom de la catégorie

Nombre d'opérateurs dans la catégorie

0

Pour mémoire pour les transformations, changements de nom ou de statut, merci de rappeler ici la situation précédente :

Nom de la catégorie dans le référentiel actuel (PLF 2017) :

Nombre d'opérateurs dans la catégorie au PLF 2017

Merci de bien vouloir préciser dans l'onglet "détail_cat_créa" la liste des opérateurs faisant partie de catégorie (nom, statut et textes de référence)

Identification

Organisme*

Le cas échéant, merci de mettre une croix et de remplir uniquement les

Nom de l'organisme

Statut

Référence du ou des textes institutifs

Dans le cas où l'opérateur doit être inscrit dans une catégorie existante, merci de

Pour mémoire pour les transformations, changements de nom ou de statut, merci de rappeler ici la situation précédente :

Nom de l'opérateur dans le référentiel actuel (PLF 2017)

Ancien statut

Dans le cas où l'opérateur est inscrit dans une catégorie, merci de préciser laquelle

INDICE 1	Mission(s)	Programme(s)	Chef de file Autres programmes de rattachement
Activité de service public rattachée à la mise en œuvre d'une politique publique			

INDICE 2	Type de financement	Montant en milliers d'euros (en CP)	% ressources totales	Référence : budget initial 2017
Financement majoritaire de l'Etat et/ou supérieur à un million d'euros	Subvention pour charges de service public (catégorie 32)		#DIV/0!	
	Dotations en fonds propres (catégories 72)		#DIV/0!	
	Transferts (titre 6)		#DIV/0!	
	Ressources fiscales affectées		#DIV/0!	
	1- Total financement Etat	0	#DIV/0!	
	2- Subventions et dotations de collectivités et organismes publics autres que l'Etat		#DIV/0!	
	3- Ressources propres		#DIV/0!	
	Total des financements (1+2+3)	0	#DIV/0!	

INDICE 3			
Contrôle par l'Etat au sens de la norme 7 du RNCE	Critères relatifs au pouvoir de contrôle	L'État détient, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote dans l'organe délibérant	oui/non
		L'État a le pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe dirigeant (CA ou autre)	oui/non
		L'État dispose, lors des réunions de l'organe dirigeant, directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40 % et aucune personne ne détient directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne	oui/non
		L'État détient le contrôle de l'entité en vertu de dispositions explicites	oui/non
		L'État a la capacité de rejeter le budget de fonctionnement ou d'investissement de l'entité	oui/non
		L'État a la capacité de rejeter, annuler ou modifier les décisions de l'organe dirigeant de l'entité	oui/non
		L'État a la capacité d'approuver le recrutement, le changement d'affectation ou la révocation des dirigeants de l'entité	oui/non
		La mission de l'entité est établie et limitée par la loi	oui/non
	Critères relatifs aux avantages retirés de l'activité et aux risques assumés par l'Etat	L'État détient une action spécifique lui conférant certains droits tels que droit de veto sur l'évolution du capital, la cession d'actifs ou d'autres droits de ce type	oui/non
		L'État a le pouvoir de faire cesser l'activité de l'entité et d'en obtenir un niveau significatif des avantages économiques résiduels ou d'en supporter un niveau significatif d'obligations	oui/non
		L'État a le pouvoir d'imposer des transferts d'actifs en provenance de l'entité concernée à son profit et/ou détient la responsabilité de certaines obligations de l'entité concernée	oui/non
		L'État détient un droit direct ou indirect sur l'actif (ou le passif) net de l'entité, avec un accès continu à ce dernier	oui/non
		L'État détient un droit sur un niveau significatif de l'actif (ou du passif) net de l'entité concernée en cas de liquidation	oui/non
		L'État a la capacité d'imposer à l'entité concernée une coopération de manière à atteindre ses propres objectifs	oui/non
		L'État est responsable du passif résiduel de l'entité	oui/non

INDICE 4	Part des crédits versés à l'opérateur dans les crédits du programme (en %)	%
Poids dans le programme de rattachement	L'opérateur contribue de manière importante à la réalisation d'un ou plusieurs objectifs du programme (volet performance des PAP/RAP)	oui/non

INDICE 5	L'établissement occupe ou exploite des biens patrimoniaux que l'Etat lui a remis en dotation ?	oui/non
Patrimoine	L'établissement occupe ou exploite des biens patrimoniaux que l'Etat met à sa disposition ?	oui/non

Informations complémentaires	L'établissement fait partie du périmètre des ODAC (organismes divers d'administration centrale)	oui/non
	La direction du Budget siège au CA	oui/non

Informations complémentaires en cas de suppression	Suppression de l'opérateur. Les missions déléguées ne sont pas réintégrées au sein des services de l'Etat ou dans un autre organisme	oui/non
	Suppression de l'opérateur. Les missions déléguées sont réintégrées au sein des services de l'Etat	oui/non
	Fusion avec un autre opérateur : Suppression de l'opérateur. Les missions déléguées sont réintégrées au sein d'un organisme ayant le statut d'opérateur	oui/non
	Fusion avec un autre organisme : Suppression de l'opérateur. Les missions déléguées sont réintégrées au sein d'un organisme n'ayant pas le statut d'opérateur	oui/non

CLASSEMENT 2017	Opérateur / non opérateur
	Commentaires : tout élément destiné à éclairer la décision de classement

* Si les modifications concernent un opérateur au sein d'une catégorie, merci de bien vouloir cocher la case "organisme" et de bien vouloir préciser la catégorie d'appartenance au précédent PLF et au suivant.

Merci de détailler sur cet onglet la liste des opérateurs appartenant à la nouvelle catégorie ou à la catégorie modifiée (remplir les cellules colorées) :

Nom de la catégorie

0 | nbr d'opérateurs :

0

[illegible]

Recensement des mesures de périmètre et de transfert concernant les opérateurs de l'Etat prévues dans le cadre du PLF 2018

Nom de l'opérateur		Description de la mesure
Mesures de périmètre* entre les opérateurs et l'Etat		
Mesure 1	Opérateur XX	XXX
Mesure 2	Opérateur XX	XXX
Mesure 3	Opérateur XX	XXX
...
Mesures de périmètre* entre les opérateurs et d'autres administrations publiques (hors Etat)		
Mesure 1	Opérateur XX	XXX
Mesure 2	Opérateur XX	XXX
Mesure 3	Opérateur XX	XXX
...
Changements de mode de financement** des opérateurs		
Mesure 1	Opérateur XX	XXX
Mesure 2	Opérateur XX	XXX
Mesure 3	Opérateur XX	XXX
...

* Les mesures de périmètre recouvrent les situations dans lesquelles :

- une dépense auparavant assumée par un opérateur est transférée à une autre entité (Etat, autre administration publique) en transférant parallèlement les ressources d'un même montant permettant de la financer ;
- un opérateur inscrit à son budget une dépense nouvelle auparavant financée par une autre entité, ainsi que des recettes d'un même montant.

Exemples : transferts d'emplois d'un ministère vers un opérateur accompagné du transfert des crédits correspondant à leur financement ; augmentation d'une taxe affectée non plafonnée en contrepartie de la baisse des crédits budgétaires à un opérateur ; transfert à une administration publique autre que l'Etat du financement d'actions auparavant financées par un opérateur.

NB : les mesures de périmètre entre l'Etat et les opérateurs sont, sauf exceptions (augmentation d'une taxe affectée non plafonnée en contrepartie de la baisse des crédits budgétaires à un opérateur), considérées comme des mesures de transfert pour le calcul de la norme de dépenses.
opérateur.

** Les changements de mode de financement des opérateurs recouvrent les situations dans lesquelles par exemple le plafond d'une taxe affectée plafonnée à un opérateur est abaissé accompagné de la création ou d'une hausse à due concurrence de la subvention à cet opérateur (idem pour la suppression d'une taxe affectée plafonnée et inversement pour la création d'une taxe affectée plafonnée).

[illegible]

Attention : toutes les colonnes sont en ETPT sauf celles correspondant au schéma d'emplois qui doit toujours être en ETP.

Rappel définitions :

Schéma d'emplois (SE) : signe (+) pour les hausses et signe (-) pour les baisses toujours en ETP.

Extension en année pleine (EAP) du SE : Il s'agit de l'impact en ETPT du SE arbitré en N-1 (mais non intégralement appliqué en N-1) sur le plafond d'emplois N. **Exemple** : un SE de + 12 ETP est arbitré en 2017 mais ne sera mis en oeuvre qu'à compter de septembre 2017. Ce SE n'est appliqué en 2017 que pour 4 mois (septembre à décembre) soit à $1/3 (+12 * 1/3 = + 4 \text{ ETPT})$. En 2018, une EAP est donc à prendre en compte dans le plafond d'emplois 2018 pour 2/3 du SE 2017 soit + 8 ETPT. Dans le cas présenté dans cet exemple il faudrait inscrire 8 dans la case concernée.

Impact du schéma d'emplois 2018 (ETPT) : Impact du SE qui a été décidé en 2018 et qui n'est pas appliqué en année pleine dès 2018. Il s'agit d'inscrire la traduction en ETPT du SE réellement appliqué. Même signe que pour le SE. **Exemple** : un SE - 10 ETP est arbitré en 2018 mais ne sera mis en oeuvre que le 1er juillet 2018. Son impact en ETPT 2018 est donc de -5. Il induira une EAP en 2019 de -5 ETPT. Dans le cas présenté dans cet exemple il faudrait inscrire -5 dans la case concernée.

Abattement de la vacance structurelle (en ETPT) : suppression de postes vacants. Un signe (-) doit précéder le montant inscrit dans cette case.

Départs à la retraite : le montant indiqué doit être positif.

Autres : Mesures de périmètre : entité nouvelle au périmètre des opérateurs, intégration d'emplois d'organismes non opérateurs, sortie du périmètre. Un signe (+) doit précéder les montants inscrits dans les colonnes "entrées" et un signe (-) doit précéder les montants inscrits dans les colonnes "sorties".

Corrections techniques du plafond d'emplois : mesures qui traduisent un affinement et une fiabilisation des mécanismes de décompte des emplois des opérateurs, par exemple : contrats aidés comptabilisés à tort dans les emplois sous plafond d'autorisation législative, fonctionnaires détachés sur contrat non comptabilisés, mises à disposition entrantes comptabilisées à tort dans les emplois sous plafond d'autorisation législative, emplois ne répondant pas aux critères définis pour le hors plafond comptabilisés dans le hors plafond, etc. Un signe (-) devra précéder les corrections induisant une baisse du plafond d'emplois et inversement.

Mode d'emploi :

1. Dans la colonne "Opérateurs" ("C"), sélectionner l'opérateurs ou la catégories d'opérateurs en cliquant dans une des cellules (C3 à C62),
2. Les données sur fond gris se calculent ou se complètent automatiquement à partir de la saisie faite à l'étape 1. Si des erreurs ou omissions sont constatés dans les données qui s'autoalimentent, merci de bien vouloir contacter le bureau des opérateurs de la DB (DB-2B2O@finances.gouv.fr),
3. Seules les cellules sur fond blanc sont à remplir. Les données saisies doivent être des chiffres entiers.

Mission : XX

Tableau obligatoire pour tout opérateur contribuant au CAS Pensions en qualité d'employeur

Pour mémoire : l'Assiette de contribution au CAS Pensions est constituée du traitement indiciaire brut des agents propres de l'établissement public ayant le statut de fonctionnaire et des fonctionnaires de l'Etat civils ou militaires détachés dans cet établissement public.

[illegible][illegible]

Commentaires [justifier si données différentes de celles transmises à l'issue des réunions techniques]

LFI 2017 - Nom de l'opérateur ou de la catégorie d'opérateur	Statut ou catégorie	Programme chef de file	Mission du programme chef de file	Autre programme de rattachement	Nombre d'opérateurs par catégorie
ABM - Agence de biomédecine	EPA	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé		
Académie des technologies	EPA	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	EPIC	181 - Prévention des risques	Écologie, développement et mobilité durables	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables ,	
AEFE - Agence pour l'enseignement français à l'étranger	EPA	185 - Diplomatie culturelle et d'influence	Action extérieure de l'État		
AFA - Agence française de l'adoption	GIP	304 - Inclusion sociale et protection des personnes	Solidarité, insertion et égalité des chances		
AFB - Agence française pour la biodiversité	EPA	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables		
AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France	EPA	203 - Infrastructures et services de transports	Écologie, développement et mobilité durables		
AFR - Académie de France à Rome	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
Agence du service civique - Agence Erasmus + Jeunesse et Sports	GIP	163 - Jeunesse et vie associative	Sport, jeunesse et vie associative		
Agences de l'eau	Catégorie	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables		6
Agences régionales de santé	Catégorie	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	Solidarité, insertion et égalité des chances		17
ANACT - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail	EPA	111 - Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail et emploi		
ANAH - Agence nationale de l'habitat	EPA	135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Égalité des territoires et logement		
ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social	EPA	135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Égalité des territoires et logement		
ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	EPIC	174 - Énergie, climat et après-mines	Écologie, développement et mobilité durables		
ANFr - Agence nationale des fréquences	EPA	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Économie		
ANGDM - Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs	EPA	174 - Énergie, climat et après-mines	Écologie, développement et mobilité durables		
ANR - Agence nationale de la recherche	EPA	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
ANRU - Agence nationale pour la rénovation urbaine	EPIC	147 - Politique de la ville	Politique des territoires		
ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail	EPA	206 - Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	111 - Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail , 181 - Prévention des risques , 190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables , 204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins ,	
ANSM - Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	EPA	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé		
ANSP - Agence Nationale de Santé Publique	EPA	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé		
ANTAI - Agence nationale de traitement automatisé des infractions	EPA	753 - Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		
ANTS - Agence nationale des titres sécurisés	EPA	307 - Administration territoriale	Administration générale et territoriale de l'État		
APIJ - Agence publique pour l'immobilier de la Justice	EPA	310 - Conduite et pilotage de la politique de la justice	Justice		
ASP - Agence de services et de paiement	EPA	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	102 - Accès et retour à l'emploi ,	
Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires	Catégorie	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur		2
Atout-France	GIE	185 - Diplomatie culturelle et d'influence	Action extérieure de l'État		
Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	Catégorie	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur		36
BnF - Bibliothèque nationale de France	EPA	334 - Livre et industries culturelles	Médias, livre et industries culturelles		
BPI - Bibliothèque publique d'information	EPA	334 - Livre et industries culturelles	Médias, livre et industries culturelles		
BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières	EPIC	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur	181 - Prévention des risques ,	
Business France	EPIC	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Économie	112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire ,	
CAMPUS FRANCE - Agence de promotion des formations et des échanges éducatifs et scientifiques (EGIDE + Campus France)	EPIC	185 - Diplomatie culturelle et d'influence	Action extérieure de l'État		
CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine	EPIC	175 - Patrimoines	Culture		
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	EPIC	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables , 191 - Recherche duale (civile et militaire) , 212 - Soutien de la politique de la défense ,	
CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	EPA	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables		
Centre INFFO - Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente	Association	103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Travail et emploi		
Centre national de la danse	EPIC	131 - Création	Culture		

Centre national des arts du cirque	Association	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	EPA	159 - Expertise, information géographique et météorologie	Écologie, développement et mobilité durables		
CEREQ - Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications	EPA	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Enseignement scolaire	155 - Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	
CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social	EPA	135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Égalité des territoires et logement		
CIEP - Centre international d'études pédagogiques	EPA	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Enseignement scolaire		
CIFAD - Centre Interministériel de Formation Anti Drogue	GIP	129 - Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement		
Cinémathèque française	Association	334 - Livre et industries culturelles	Médias, livre et industries culturelles		
CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	EPIC	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique	Association	174 - Énergie, climat et après-mines	Écologie, développement et mobilité durables		
CMN - Centre des monuments nationaux	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
CNAP - Centre national des arts plastiques	EPA	131 - Création	Culture		
CNAPS - Conseil national des activités privées de sécurité	sui generis	216 - Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Administration générale et territoriale de l'État		
CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée	EPA	334 - Livre et industries culturelles	Médias, livre et industries culturelles		
CNDS - Centre national pour le développement du sport	EPA	219 - Sport	Sport, jeunesse et vie associative		
CNED - Centre national d'enseignement à distance	EPA	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Enseignement scolaire		
CNES - Centre national d'études spatiales	EPIC	193 - Recherche spatiale	Recherche et enseignement supérieur	191 - Recherche duale (civile et militaire)	
CNL - Centre national du livre	EPA	334 - Livre et industries culturelles	Médias, livre et industries culturelles		
CNPF - Centre national de la propriété forestière	EPA	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		
CNRS - Centre national de la recherche scientifique	EPST	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
CNSAD - Conservatoire national supérieur d'art dramatique	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
CNSMD Lyon - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
CNSMD Paris - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
CNV - Centre national de la chanson, des variétés et du jazz	EPIC	131 - Création	Culture		
Comédie Française	EPIC	131 - Création	Culture		
Communautés d'universités et établissements	Catégorie	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur		21
Conseil national des communes « Compagnon de la Libération »	EPA	129 - Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement		
Ecole du Louvre	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
Ecole navale	EPSCP	178 - Préparation et emploi des forces	Défense		
Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	Catégorie	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		20
Ecoles d'art en Région	Catégorie	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		7
Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	Catégorie	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur		12
Ecoles et formations d'ingénieurs	Catégorie	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur		35
Ecoles nationales des sports	Catégorie	219 - Sport	Sport, jeunesse et vie associative		2
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense	EPA	212 - Soutien de la politique de la défense	Défense		
EHESP - Ecole des hautes études en santé publique	EPSCP	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé		
ENA - Ecole nationale d'administration	EPA	148 - Fonction publique	Gestion des finances publiques et des ressources humaines		
ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile	EPA	613 - Soutien aux prestations de l'aviation civile	Contrôle et exploitation aériens		
ENAP - Ecole nationale de l'administration pénitentiaire	EPA	107 - Administration pénitentiaire	Justice		
ENIM - Etablissement national des invalides de la marine	EPA	197 - Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	Régimes sociaux et de retraite		
ENM - Ecole nationale de la magistrature	EPA	166 - Justice judiciaire	Justice		
ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées	EPSCP	217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Écologie, développement et mobilité durables		
ENSAD - Ecole nationale supérieure des arts décoratifs	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
ENSBA - Ecole nationale supérieure des beaux-arts	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
ENSCI - Ecole nationale supérieure de création industrielle	EPIC	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
Ensemble intercontemporain	Association	131 - Création	Culture		
ENSM - Ecole nationale supérieure maritime	EPSCP	205 - Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	Écologie, développement et mobilité durables		
ENSMIS - Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son	EPIC	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		

ENSPolice - Ecole nationale supérieure de la police	EPA	176 - Police nationale	Sécurité		
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	EPA	144 - Environnement et prospective de la politique de défense	Défense		
ENSTA ParisTech - Ecole nationale supérieure de techniques avancées ParisTech	EPA	144 - Environnement et prospective de la politique de défense	Défense		
ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat	EPSCP	217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Écologie, développement et mobilité durables		
EPARECA - Etablissement public national pour l'aménagement et la restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	EPIC	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Économie		
EPAURIF - Etablissement public d'aménagement universitaire de la région Ile-de-France	EPA	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur		
EPIDe - Etablissement public d'insertion de la défense	EPA	102 - Accès et retour à l'emploi	Travail et emploi		
EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
EPPD - Etablissement public du palais de la porte Dorée (Cité nationale de l'histoire de l'immigration et aquarium)	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
EPPGHV - Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette	EPIC	131 - Création	Culture		
EPPJP - Etablissement Public du Palais de Justice de Paris	EPA	310 - Conduite et pilotage de la politique de la justice	Justice		
EPSF - Etablissement public de sécurité ferroviaire	EPA	203 - Infrastructures et services de transports	Écologie, développement et mobilité durables		
EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
Etablissement public Cité de la céramique - Sèvres et Limoges	EPA	131 - Création	Culture		
Etablissement public de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris	EPIC	131 - Création	Culture		
Etablissement public du château de Fontainebleau	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
Etablissement public du domaine de Chambord	EPIC	175 - Patrimoines	Culture	113 - Paysages, eau et biodiversité	
Etablissement public du Marais poitevin	EPA	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables		
FNAP - Fonds national des aides à la pierre	EPA	135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Égalité des territoires et logement		
FNPCA - Fonds national de promotion du commerce et de l'artisanat	EPA	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Économie		
Fonds de solidarité	EPA	102 - Accès et retour à l'emploi	Travail et emploi		
FranceAgriMer	EPA	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		
GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique	EPSCP	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Recherche et enseignement supérieur		
Génopole	GIP	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
GEODERIS - Groupement d'Intérêt Public INERIS/BRGM	GIP	181 - Prévention des risques	Écologie, développement et mobilité durables		
GIP - BIO - Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique	GIP	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		
GIP "Réinsertion et citoyenneté"	GIP	216 - Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Administration générale et territoriale de l'État		
Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur	sui generis	129 - Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement		
Groupe Mines Télécom	Catégorie	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Recherche et enseignement supérieur		2
IFCE - Institut français du cheval et de l'équitation	EPA	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		
IFPEN - IFP Energies Nouvelles	EPIC	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Recherche et enseignement supérieur		
IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	EPIC	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux	EPST	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Recherche et enseignement supérieur		
IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (fusion de l'IGN et de l'IFN)	EPA	159 - Expertise, information géographique et météorologie	Écologie, développement et mobilité durables		
IHEDN - Institut des hautes études de Défense nationale	EPA	129 - Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement		
IHEST - Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie	EPA	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
INAO - Institut national de l'origine et de la qualité	EPA	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		
INCa - Institut National du Cancer	GIP	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé		
INED - Institut national d'études démographiques	EPST	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques	EPIC	181 - Prévention des risques	Écologie, développement et mobilité durables	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	
INFOMA - Institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture	EPA	215 - Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		
INHES-J - Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice	EPA	129 - Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement		

INI - Institution nationale des Invalides	EPA	169 - Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation		
INP - Institut national du patrimoine	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		
INPI - Institut national de la propriété industrielle	EPA	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Économie		
INPS - Institut national de police scientifique	EPA	176 - Police nationale	Sécurité		
INRA - Institut national de la recherche agronomique	EPST	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles ,	
INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique	EPST	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
INSEP - Institut national du sport, de l'expertise et de la performance	EPSCP	219 - Sport	Sport, jeunesse et vie associative		
INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale	EPST	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
Institut Français	EPIC	185 - Diplomatie culturelle et d'influence	Action extérieure de l'État		
Instituts régionaux d'administration	Catégorie	148 - Fonction publique	Gestion des finances publiques et des ressources humaines		5
INTEFP - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	EPA	155 - Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Travail et emploi		
IPEV - Institut polaire français Paul-Emile Victor	GIP	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
IRD - Institut de recherche pour le développement	EPST	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur		
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	EPIC	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Recherche et enseignement supérieur	212 - Soutien de la politique de la défense ,	
IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (ex-CEMAGREF)	EPST	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles , 181 - Prévention des risques ,	
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	EPSCP	144 - Environnement et prospective de la politique de défense	Défense		
LADOM - L'agence de l'Outre-mer pour la mobilité	EPA	138 - Emploi outre-mer	Outre-mer		
LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais	EPIC	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Recherche et enseignement supérieur		
Météo-France	EPA	159 - Expertise, information géographique et météorologie	Écologie, développement et mobilité durables	181 - Prévention des risques ,	
Mission de recherche "Droit et Justice"	GIP	310 - Conduite et pilotage de la politique de la justice	Justice		
MNS - Musée national du sport	EPA	219 - Sport	Sport, jeunesse et vie associative		
MuCEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
Musée de l'air et de l'espace	EPA	212 - Soutien de la politique de la défense	Défense		
Musée de l'armée	EPA	212 - Soutien de la politique de la défense	Défense		
Musée des arts décoratifs	Association	175 - Patrimoines	Culture		
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
Musée du Louvre	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
Musée Guimet	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
Musée Henner-Moreau	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
Musée national de la marine	EPA	212 - Soutien de la politique de la défense	Défense		
Musée Picasso	EPA	175 - Patrimoines	Culture		
ODEADOM - Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer	EPA	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		
OFDT - Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies	GIP	129 - Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement		
OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration	EPA	104 - Intégration et accès à la nationalité française	Immigration, asile et intégration		
OFPRA - Office français de protection des réfugiés et apatrides	EPA	303 - Immigration et asile	Immigration, asile et intégration		
ONAC-VG - Office national des anciens combattants et victimes de guerre	EPA	169 - Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation		
ONCFS - Office national de la chasse et de la faune sauvage	EPA	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables		
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	EPIC	144 - Environnement et prospective de la politique de défense	Défense		
ONF - Office national des forêts	EPIC	149 - Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	181 - Prévention des risques ,	
ONISEP - Office national d'information sur les enseignements et les professions	EPA	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Enseignement scolaire		
Opéra comique	EPIC	131 - Création	Culture		
Opéra national de Paris	EPIC	131 - Création	Culture		
Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	Catégorie	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur		41
OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture	EPA	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture		

Orchestre de Paris	Association	131 - Création	Culture		
Parcs nationaux	Catégorie	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables		10
Pôle emploi	sui generis	102 - Accès et retour à l'emploi	Travail et emploi		
Réseau Canopé	EPA	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Enseignement scolaire		
Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	Catégorie	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur		29
Rmn- Grand Palais - Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées	EPIC	175 - Patrimoines	Culture		
SGP - Société du Grand Paris	EPIC	203 - Infrastructures et services de transports	Écologie, développement et mobilité durables		
SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine	EPA	212 - Soutien de la politique de la défense	Défense		
Théâtre national de Chaillot	EPIC	131 - Création	Culture		
Théâtre national de la Colline	EPIC	131 - Création	Culture		
Théâtre national de l'Odéon	EPIC	131 - Création	Culture		
TNS - Théâtre national de Strasbourg	EPIC	131 - Création	Culture		
Universcience	EPIC	186 - Recherche culturelle et culture scientifique	Recherche et enseignement supérieur		
Universités et assimilés	Catégorie	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur		73
VNF - Voies navigables de France	EPA	203 - Infrastructures et services de transports	Écologie, développement et mobilité durables		
X - Ecole polytechnique	EPSCP	144 - Environnement et prospective de la politique de défense	Défense		

LFI 2017 - Nom de l'opérateur	Statut ou catégorie	Nom de la catégorie 2017 d'appartenance (pour ceux qui sont dans une catégorie)	Programme (chef de file)	Mission (correspondant au programme chef de file)
AE Adour-Garonne - Agence de l'eau Adour Garonne	EPA	Agences de l'eau	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
AE Artois-Picardie - Agence de l'eau Artois Picardie	EPA	Agences de l'eau	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
AE Loire-Bretagne - Agence de l'eau Loire Bretagne	EPA	Agences de l'eau	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
AE Rhin-Meuse - Agence de l'eau Rhin Meuse	EPA	Agences de l'eau	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
AE Rhône-Méditerranée-Corse - Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse	EPA	Agences de l'eau	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
AE Seine-Normandie - Agence de l'eau Seine Normandie	EPA	Agences de l'eau	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
ARS - Alsace-Champagne Ardennes-Lorraine - Agence régionale de santé de Alsace-Champagne Ardennes-Lorraine	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Aquitaine - Limousin- Poitou Charentes - Agence régionale de santé d'Aquitaine-Limousin-Poitou Charentes	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Bourgogne - Franche Comté - Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche Comté	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Bretagne - Agence régionale de santé de Bretagne	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Centre - Agence régionale de santé du Centre	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Corse - Agence régionale de santé de Corse	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Guadeloupe - Agence régionale de santé de Guadeloupe	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Guyane - Agence régionale de santé de Guyane	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Ile-de-France - Agence régionale de santé d'Ile de France	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Martinique - Agence régionale de santé de Martinique	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon - Agence régionale de santé de Midi Pyrénées-Languedoc-Roussillon	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Nord-Pas-de-Calais - Picardie - Agence régionale de santé du Nord-Pas-de-Calais-Picardie	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS -Normandie - Agence régionale de santé de Normandie	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Océan Indien - Agence de santé de l'océan Indien	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - PACA - Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Pays de la Loire - Agence régionale de santé des Pays de la Loire	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ARS - Rhône Alpes - Auvergne - Agence régionale de santé de Rhône Alpes-Auvergne	EPA	Agences régionales de santé	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, d	Solidarité, insertion et égalité des chances
ACTA - Association de coordination technique agricole	Association	Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
ACTIA - Association de coordination technique pour l'industrie agroalimentaire	Association	Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
Casa Velasquez de Madrid	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
CNAM - Conservatoire national des arts et métiers	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Collège de France	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole française de Rome	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale des chartes	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure Louis Lumière	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
EFA - Ecole française d'Athènes	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur

EFE0 - Ecole française d'Extrême-Orient	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
EHESS - Ecole des hautes études en sciences sociales	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENSATT - Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENS-Cachan - Ecole Normale Supérieure de Cachan	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENS - Ecole Normale Supérieure	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENS-Lyon - Ecole Normale Supérieure de Lyon	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENS - Rennes - Ecole normale supérieure de Rennes	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENSSIB - Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
EPHE - Ecole pratique des hautes études	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
FNSP - Fondation nationale des sciences politiques	Fondation	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Fondation Maison des sciences de l'homme	Fondation	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IAE - Institut d'administration des entreprises de Paris	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Aix-en-Provence - Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Bordeaux - Institut d'études politiques de Bordeaux	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Lille - Institut d'études politiques de Lille	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Lyon - Institut d'études politiques de Lyon	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Paris - Institut d'études politiques de Paris	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Rennes - Institut d'études politiques de Rennes	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IEP-Toulouse - Institut d'études politiques de Toulouse	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IFAO du Caire - Institut français d'archéologie orientale du Caire	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INALCO - Institut national des langues et civilisations orientales	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INHA - Institut national d'histoire de l'art	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INS-HEA - Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IPG - Institut de physique du globe de Paris	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
MNHN - Muséum national d'histoire naturelle	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Observatoire de la Côte d'Azur	EPA	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Observatoire de Paris	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris - Dauphine	EPSCP	Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Communauté Université Grenoble Alpes	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur

COMUE - COMUE d'Aquitaine	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Hautes études, Sorbonne, arts et métiers	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Institut polytechnique du Grand Paris	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Languedoc-Roussillon Universités	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Lille Nord de France	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Normandie Université	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Sorbonne-Universités	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Bourgogne-Franche Comté	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Bretagne Loire	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université confédérale Léonard de Vinci	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Côte d'Azur	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université de Champagne	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université de Lyon	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université de recherche Paris Sciences et Lettres - PSL Research University	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Paris-Est	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Paris-Lumières	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Paris-Saclay	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Paris-Seine	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
COMUE - Université Sorbonne-Paris-Cité	EPSCP	Communautés d'universités et établissements	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENSA-Clermont Ferrand - Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont Ferrand	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA de Bretagne (Rennes) - Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne (Rennes)	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA et de paysage-Bordeaux - Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA et de paysage - Lille - Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Grenoble - Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Lyon - Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Marne la Vallée - Ecole nationale supérieure d'architecture de Marne la Vallée	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Marseille - Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Montpellier - Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Nancy ARCHI - Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture

ENSA-Nantes - Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA Normandie - Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Paris Belleville - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Belleville	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Paris La Villette - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris La Villette	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Paris Malaquais - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Malaquais	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Paris Val de Seine - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Saint Etienne - Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint Etienne	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Strasbourg - Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Toulouse - Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Versailles - Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles	EPA	Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
AENSP - Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles	EPA	Ecoles d'art en Région	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA-Bourges - Ecole nationale supérieure d'arts de Bourges	EPA	Ecoles d'art en Région	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA Dijon - Ecole nationale supérieure d'arts de Dijon	EPA	Ecoles d'art en Région	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA Limoges-Aubusson - Ecole nationale supérieure d'arts de Limoges	EPA	Ecoles d'art en Région	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSA Nancy ARTS - Ecole nationale supérieure d'arts de Nancy	EPA	Ecoles d'art en Région	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
ENSAPC-Cergy Pontoise - Ecole nationale supérieure d'arts de Cergy Pontoise	EPA	Ecoles d'art en Région	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
Villa Arson - Nice	EPA	Ecoles d'art en Région	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
Agrocampus Ouest - Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage	EPSCP	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
AgroParisTech - Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement	EPSCP	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
AgroSup Dijon - Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement	EPSCP	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
Bordeaux Sciences Agro - Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine (ex-ENITAB)	EPA	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
ENFAT - Ecole nationale de formation agronomique de Toulouse-Auzeville	EPA	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
ENGEES - Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg	EPA	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
ENSPaysage - Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles	EPA	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
ENVA - Ecole nationale vétérinaire d'Alfort	EPA	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
ENVt - Ecole nationale vétérinaire de Toulouse	EPA	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
Montpellier Sup Agro - Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques	EPSCP	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
ONIRIS - Ecole nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation Nantes Atlantique	EPSCP	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
VetAgro Sup - Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement	EPSCP	Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
Centrale-Lille - Ecole centrale de Lille	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Centrale-Lyon - Ecole centrale de Lyon	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Centrale-Nantes - Ecole centrale de Nantes	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur

Centrale-Supélec	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole centrale de Marseille	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale d'ingénieurs de Tarbes	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Caen	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure de céramique industrielle de Limoges	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure de chimie de Lille	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure de chimie de Paris	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure de chimie de Rennes	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques Besançon	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENIB - Ecole nationale d'ingénieurs de Brest	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENISE - Ecole nationale d'ingénieurs de Saint Etienne	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENSAIT - Ecole nationale supérieure des arts et industries textiles	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENSAM - Ecole nationale supérieure d'arts et métiers	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENSEA - Ecole nationale supérieure de l'électronique et de ses applications de Cergy	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INPT - Institut national polytechnique Toulouse	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INSA-CVL - Institut national des sciences appliquées du Centre Val de Loire	EPA	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INSA-Lyon - Institut national des sciences appliquées de Lyon	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INSA-Rennes - Institut national des sciences appliquées de Rennes	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INSA-Rouen - Institut national des sciences appliquées de Rouen	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INSA-Strasbourg - Institut national des sciences appliquées de Strasbourg	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
INSA-Toulouse - Institut national des sciences appliquées de Toulouse	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IOTA - Institut d'optique théorique appliquée	Association	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IPB - Institut polytechnique de Bordeaux	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
IPG - Institut polytechnique Grenoble	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ISMEP - Institut supérieur de mécanique de Paris-"Supmeca"	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Sigma Clermont	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
UT-Belfort - Montbéliard - Université de technologie de Belfort - Montbéliard	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
UT-Compiègne - Université de technologie de Compiègne	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
UT-Troyes - Université de technologie de Troyes	EPSCP	Ecoles et formations d'ingénieurs	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ENSM - Ecole nationale des sports de montagne	EPA	Ecoles nationales des sports	219 - Sport	Sport, jeunesse et vie associative
ENVSN - Ecole nationale de voile et des sports nautiques	EPA	Ecoles nationales des sports	219 - Sport	Sport, jeunesse et vie associative
ENSMP - Ecole nationale supérieure des Mines de Paris (Mines ParisTech)	EPA	Groupe Mines Télécom	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique	Recherche et enseignement supérieur
Institut Mines-Télécom	EPSCP	Groupe Mines Télécom	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique	Recherche et enseignement supérieur
IRA de Bastia	EPA	Instituts régionaux d'administration	148 - Fonction publique	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
IRA de Lille	EPA	Instituts régionaux d'administration	148 - Fonction publique	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
IRA de Lyon	EPA	Instituts régionaux d'administration	148 - Fonction publique	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
IRA de Metz	EPA	Instituts régionaux d'administration	148 - Fonction publique	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
IRA de Nantes	EPA	Instituts régionaux d'administration	148 - Fonction publique	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
A2E2F - Agence Europe Education Formation France	GIP	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
ABES - Agence bibliographique de l'enseignement supérieur	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Académie des sciences de l'outre - mer	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur

[illegible]

Chancellerie de l'université de l'académie de Rouen	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Chancellerie de l'université de l'académie de Strasbourg	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Chancellerie de l'université de l'académie de Toulouse	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Chancellerie de l'université de l'académie de Versailles	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
CINES - Centre informatique national de l'enseignement supérieur	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
CTLES - Centre technique du livre de l'enseignement supérieur	EPA	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
GIP FUN MOOC	GIP	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
RENATER - Réseau national de communications pour la technologie, l'enseignement et la recherche	GIP	Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
PN Calanques - Parc national des Calanques	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Cévennes - Parc national des Cévennes	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Ecrins - Parc national des Ecrins	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Guadeloupe - Parc national de la Guadeloupe	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Guyane - Parc amazonien de Guyane	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Mercantour - Parc national du Mercantour	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Port-Cros - Parc national de Port-Cros	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Pyrénées - Parc national des Pyrénées	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Réunion - Parc national de la Réunion	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
PN Vanoise - Parc national de la Vanoise	EPA	Parcs nationaux	113 - Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
CNOUS - Centre national des œuvres universitaires et scolaires	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS d'Aix-Marseille - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires d'Aix-Marseille	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS d'Amiens - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires d'Amiens	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS d'Orléans-Tours - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires d'Orléans-Tours	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Besançon - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Besançon	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Bordeaux - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Bordeaux	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Caen - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Caen	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Clermont-Ferrand - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Clermont-Ferrand	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Corse - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Corse	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Créteil - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Créteil	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Dijon - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Dijon	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Grenoble - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Grenoble	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de La Réunion - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de La Réunion	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Lille - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Lille	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Limoges - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Limoges	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Lyon - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Lyon	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Montpellier - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Montpellier	EPA	Réseau des œuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur

CROUS de Nancy-Metz - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Nancy-Metz	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Nantes - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Nantes	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Nice - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Nice	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Paris - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Paris	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Poitiers - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Poitiers	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Reims - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Reims	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Rennes - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Rennes	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Rouen - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Rouen	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS des Antilles et de la Guyane - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires des Antilles et de la Guyane	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Strasbourg - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Strasbourg	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Toulouse - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Toulouse	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
CROUS de Versailles - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Versailles	EPA	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	231 - Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
Amiens " Université Picardie-Jules Verne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Avignon " Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Besançon " Université de Franche Comté "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Bordeaux-III " Université Michel de Montaigne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Brest " Université de Bretagne occidentale "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Caen " Université de Basse-Normandie "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Corse " Université Pascal Paoli "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
CUFR de Mayotte - Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte	EPA	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
CUFR Jean-François Champollion - Centre universitaire de formation et de recherche du Nord - Est Midi - Pyrénées Jean François Champollion	EPA	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Dijon " Université de Bourgogne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Le Mans " Université du Maine "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Lille-I " Université des sciences et Technologie de Lille "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Lille-II " Université du Droit et de la Santé "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Lille-III " Université Charles de Gaulle "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Littoral " Université Littoral côte d'Opale "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Lyon-I " Université Claude Bernard "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Lyon-II " Université Lumière "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Lyon-III " Université Jean Moulin "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Montpellier-III " Université Paul Valéry "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Mulhouse " Université de Haute Alsace "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Nice " Université Sophia-Antipolis "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-I " Université Panthéon-Sorbonne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-II " Université Panthéon-Assas "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-III " Université La Sorbonne Nouvelle "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-IV " Université Paris-Sorbonne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-V " Université René Descartes "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-VI " Université Pierre et Marie Curie "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-VII " Université Denis Diderot "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-VIII " Université Paris-Vincennes à Saint Denis "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-X " Université Paris-Nanterre "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-XI " Université Paris-Sud "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-XII " Université Paris-Val-de-Marne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Paris-XIII " Université Paris-Nord "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Pau " Université de Pau et des pays de l'Adour "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur

Perpignan " Université Via Domitia de Perpignan "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Reims " Université Champagne-Ardenne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Rennes-II " Université de Haute Bretagne "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Rouen " Université de Haute-Normandie "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Saint Etienne " Université Jean Monnet "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Strasbourg - université de Strasbourg	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Toulon " Université du sud - Toulon - Var "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Toulouse-I " Université des sciences sociales "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Toulouse-II " Université Le Mirail "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Toulouse-III " Université Paul Sabatier "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Tours " Université François Rabelais "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
UCA - Université Clermont Auvergne	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Antilles-Guyane	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Artois	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Bordeaux	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Bretagne Sud	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Cergy-Pontoise	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Chambéry " Université de Savoie "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université d'Aix-Marseille	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université d'Angers	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université de Lorraine	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Evry Val d'Essonne	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Grenoble Alpes	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université la Guyane	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université La Nouvelle Calédonie	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université La Polynésie française	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université La Rochelle	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Le Havre	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Limoges	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Marne-la-vallée	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Montpellier	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Nantes	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Nîmes	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Orléans	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Poitiers	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Rennes-I	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Réunion	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Université Versailles-Saint-Quentin en Yvelines	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Valenciennes " Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis "	EPSCP	Universités et assimilés	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur

5.1 TAXES AFFECTEES

Ministère : XX

Mission : XX

En euros (nombres entiers)							2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022	
Mission	Ministère	N° programme	Intitulé programme	Personne affectataire de la taxe	Référence juridique	Description de la taxe	Rappel du plafond	Rendement	Rappel du plafond 2017	Rendement prévisionnel	Plafond proposé	Rendement prévisionnel	Plafond proposé	Rendement prévisionnel	Plafond proposé	Rendement prévisionnel	Plafond proposé	Rendement prévisionnel	Plafond proposé	Rendement prévisionnel
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	ANSES	a du III de l'art. 158 de la loi n° 2010-	Redevance IFER	2 000 000		2 000 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	ANSES	Art. L253-8-2 du code rural et de la p	Phytopharma	4 200 000		4 200 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	INAO	Art. L642-13 du code rural et de la p	Droits sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine, d'une in	7 000 000		7 500 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	FranceAgriMer	Art. L. 236-2 et L. 251-17-2 du code	Vétérinaires certifi	2 000 000		2 000 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	FranceAgriMer	Art. L. 236-2 du code rural et de la p	Expadon	2 000 000		2 000 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	FranceAgriMer	Art. 1619 du CGI	Taxe sur les céréales	18 000 000		17 500 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	Fonds National de Gestion des Risques en Agriculture (FNGRA)	Art. 1635 bis A et 1635 bis AA du code	Contributions additionnelles aux primes ou cotisations afférentes à ce	60 000 000		60 000 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	CTCPA (Centre technique de la conservation des produits agri	Art. 72 de la loi de finances rectificat	Chiffre d'affaires hors taxes des ventes réalisées en France ou à des	2 900 000		2 900 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	Chambres d'agriculture	Art. 1604 du CGI	Taxe pour frais de chambre d'agricultu	292 000 000		292 000 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	ASP	Art. 1605 nonies du CGI	Taxe JA (cession à titre onéreux des terrains nus rendus constructib	12 000 000		12 000 000											
Agriculture, alimentation	Agriculture, agroalimentaire et	154	Economie et développement durable de l'agriculture	ASP	Art. L. 341-6 du code forestier	Indemnité de défrichement	10 000 000		2 000 000											
Aide publique au dévelo	Affaires étrangères et développ	209	Solidarité à l'égard des pays en développement	Fonds de solidarité pour le développement	VI de l'art. 302 bis K du code général	Taxe de 16 à 45€ par trajet (hors correspondance) selon la destinatio	210 000 000		210 000 000											
Aide publique au dévelo	Affaires étrangères et développ	209	Solidarité à l'égard des pays en développement	Fonds de solidarité pour le développement	I de l'art. 22 de la loi n° 2005-1720 du	Taxe de 0,2% sur chaque transaction financière	60 000 000		60 000 000											
Santé	Affaires sociales et santé	204	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	INPES	Art. L1137-24 du code de la sécurité s	Taxe sur les paris et les jeux	5 000 000		5 000 000											
Médias, livre et industrie	Culture et communication	334	Livre et industries culturelles	CNL	b de l'art. 1609 undecies du code gér	Taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression	29 400 000		29 400 000											
Médias, livre et industrie	Culture et communication	334	Livre et industries culturelles	CNL	a de l'art. 1609 undecies du code gér	Taxe sur l'édition des ouvrages de librairie	5 300 000		5 300 000											
Culture	Culture et communication	131	Création	Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (CNV)	Art. 76 de la loi de finances rectificat	Taxe sur les spectacles (CNV)	30 000 000		50 000 000											
Culture	Culture et communication	131	Création	Association pour le soutien du théâtre privé	Art. 77 de la loi de finances rectificat	Taxe sur les spectacles (ASTP)	8 000 000		8 000 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	205	Infrastructures et services de transports	FranceAgriMer	Art. 75 de la loi de finances rectificat	Taxe sur les produits de la mer	3 977 000		3 977 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	VNF	Art. L4316-3 du code des transports	Taxe hydraulique	132 844 000		132 844 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	SGP	Art. 1609 G du code général des imp	Taxe spéciale d'équipement	117 000 000		117 000 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	SGP	C du I de l'art. 31 de la loi n° 2010-18	Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux comm	350 000 000		385 000 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	SGP	Art. 1599 quater A bis du code gène	Imposition IFER	65 000 000		66 000 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	Personnes publiques ou privées exploitant des aérodr	Art. 1609 quateries A du code gène	Taxe sur les nuisances sonores aériennes	47 000 000		55 000 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	EPFS	Art. L2221-6 du code des transports	Droit de sécurité	10 200 000		10 200 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	ARAFER	Art. L2132-13 du code des transports	Droit dû par les entreprises ferroviaires pour l'autorité de régulation d	8 300 000		8 300 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	ARAFER	Art. 1609 sextrices du code général	Droit dû par les entreprises ferroviaires pour l'autorité de régulation d	1 100 000		1 100 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	ARAFER	Art. 1609 septrices du CGI	Droit dû par les entreprises ferroviaires pour l'autorité de régulation d	2 600 000		2 600 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	AFITF	III de l'art. 36 de la loi n° 2014-1654	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	715 000 000		735 000 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	203	Infrastructures et services de transports	AFITF	Art. 302 bis ZB du Code général des	Taxe d'aménagement du territoire	566 000 000		571 000 000											
Recherche et enseign	Environnement, énergie et me	190	Recherche dans les domaines de l'énergie, du dével	IRSN	Art.96 de la loi n° 2010-1658 de finan	Taxes spéciales d'équipement	62 500 000		62 500 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	181	Prévention des risques	ADEME	Art. L131-5-1 du code de l'environne	Taxe générale sur les activités polluantes	448 700 000		448 700 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	174	Énergie, climat et après-mines	ANDRA	Art. 43 V de la loi de finances pour 20	Taxe additionnelle à la taxe sur les INB dite "recherche"	85 000 000		70 000 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	113	Paysages, eau et biodiversité	ONCFS	Art. L423-27 du code de l'environne	Redevances cynégétiques	67 620 000		67 620 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	113	Paysages, eau et biodiversité	CELRL	Art. 224 du code douanes	DAFN	38 500 000		38 500 000											
Écologie, développement	Environnement, énergie et me	113	Paysages, eau et biodiversité	Agences de l'eau	III bis de l'art. 41 de la LFI 2016	Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	2 300 000 000		2 300 000 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Institut des corps gras (ITERG)	G de l'art. 71 de la LFR 2003	Taxe affectée au financement de l'institut des corps gras	404 000		559 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat	Art. 1601 A du code général des imp	Majoration de 10% du montant maximum du droit fixe de la taxe pour	9 910 000		9 910 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Comité professionnel de développement des industries françai	A de l'art. 71 de la loi de finances rec	Taxe pour le développement des industries de l'ameublement ainsi q	13 300 000		13 300 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Comité professionnel de développement de l'horlogerie, de la bi	C de l'art. 71 de la loi de finances rec	Taxe pour le développement des industries de l'horlogerie, bijouterie,	12 740 000		13 500 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Comité professionnel de développement cuir, chaussure, maro	B de l'art. 71 de la loi de finances rec	Taxe pour le développement des industries du cuir, de la maroquiner	12 250 000		13 250 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Comité de développement et de promotion de l'habillement (DE	D de l'art. 71 de la loi de finances rec	Taxe pour le développement des industries de l'habillement	9 310 000		10 000 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Chambres des métiers et de l'artisanat	B de l'art. 1601 du code général des	Taxe affectée au Fonds d'assurance formation des chefs d'entrepri	54 000 000		54 000 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Chambres de métiers et de l'artisanat	Art. 1601 du code général des impôts	Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais d	243 018 000		243 018 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Chambres de commerce et d'industrie	2 du III de l'art. 1600 du code général	Taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entrepri	376 117 000		376 117 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Chambres de commerce et d'industrie	II de l'art. 1600 du code général des	Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour l'air d	549 000 000		549 000 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Centres techniques industriels de la plasturgie et des compos	I de l'art. 71 de la LFR 2003	Taxe affectée au financement d'un Centre Technique Industriel de la	3 000 000		6 500 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Centres techniques industriels de la mécanique (CETIM, Cent	E de l'art. 71 de la loi de finances rec	Taxe pour le développement des industries de la mécanique et de la	70 256 000		70 050 235											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Centre technique des industries de la fonderie (CTIF)	H de l'art. 71 de la LFR 2003	Taxe affectée au financement du Centre Technique des industries de	1 159 137		4 000 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Centre d'étude et de recherche de l'industrie du béton (CERB)	F de l'art. 71 de la loi de finances rec	Taxe pour le développement des industries des matériaux de constru	14 000 000		14 000 000											
Économie	Économie, industrie et numéri	134	Développement des entreprises et du tourisme	Agence nationale des fréquences	b du III de l'art. 158 de la loi de															

Mission : XX

	Exécution 2016	1 E1 2017	PROPOSITIONS 2018	PROPOSITIONS 2019	PROPOSITIONS 2020	PROPOSITIONS 2021	PROPOSITIONS 2022		
--	----------------	-----------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	--	--

Ministère	Type	Compte/Mission	code programme	Libellé Programme	Nature	Exécution 2017				Prévisions 2018				Prévisions 2019				Prévisions 2020				Prévisions 2021				Prévisions 2022				2022 / LFI 2017 (Dépenses CP)				2022 / LFI 2017 (Dépenses CP)						
						Recettes		Dépenses		Solde	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes		Dépenses		Solde	M€		%	M€	%
						AE	CP	AE	CP		AE	CP	AE	CP		AE	CP	AE	CP		AE	CP	AE	CP		AE	CP	AE	CP		AE	CP	AE	CP		AE	CP	AE	CP	AE
Agriculture, agroalimentaire et forêt	CAS	Développement agricole et rural	P775	Développement et transfert en agriculture	Autres	130,8	129,2	1,6	147,5	70,6	70,6	0,0																			-70,6	-100,0%	-70,6	-100,0%						
Agriculture, agroalimentaire et forêt	CAS	Développement agricole et rural	P776	Recherche appliquée et innovation en agriculture	Autres					76,9	76,9	0,0																			-76,9	-100,0%	-76,9	-100,0%						
Environnement, énergie et mer	BA	Contrôle et exploitation aériens	P612	Navigation aérienne	Autres	528,4			528,4	528,4	528,4	0,0																			528,4	+100,0%	528,4	+100,0%						
Environnement, énergie et mer	BA	Contrôle et exploitation aériens	P613	Soutien aux prestations de l'aviation civile	Personnel HCAS			0,0	2 135,4	911,9	911,9	0,0																			-911,9	-100,0%	-911,9	-100,0%						
Environnement, énergie et mer	BA	Contrôle et exploitation aériens	P613	Soutien aux prestations de l'aviation civile	Soutien aux prestations de l'aviation civile	271,3				271,3	271,3	0,0																			-271,3	-100,0%	-271,3	-100,0%						
Environnement, énergie et mer	BA	Contrôle et exploitation aériens	P613	Soutien aux prestations de l'aviation civile	Autres					380,3	380,3	0,0																			-380,3	-100,0%	-380,3	-100,0%						
Environnement, énergie et mer	CAS	Contrôle et exploitation aériens	P614	Transports aériens, surveillance et certification	Autres					43,4	43,4	0,0																			-43,4	-100,0%	-43,4	-100,0%						
Environnement, énergie et mer	CAS	Aides à l'acquisition de véhicules propres	P791	Aides à l'acquisition du financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres	Autres					330,0	330,0	0,0																			-330,0	-100,0%	-330,0	-100,0%						
Environnement, énergie et mer	CAS	Aides à l'acquisition de véhicules propres	P792	Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de polluants polluants	Autres	265,6	235,5	30,1	347,0	27,0	27,0	0,0																				-27,0	-100,0%	-27,0	-100,0%					
Environnement, énergie et mer	CAS	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	P793	Généralisation rurale	Autres	376,8	349,6	27,2	377,0	369,6	369,6	0,0																				-369,6	-100,0%	-369,6	-100,0%					
Environnement, énergie et mer	CAS	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	P794	Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables	Autres					7,4	7,4	0,0																			-7,4	-100,0%	-7,4	-100,0%						
Environnement, énergie et mer	CAS	Transition énergétique	P764	Soutien à la transition énergétique	Autres	4 233,8	3 936,3	297,5	5 683,2	5 680,2	5 680,2	0,0																				-5 680,2	-100,0%	-5 680,2	-100,0%					
Environnement, énergie et mer	CAS	Transition énergétique	P765	Engagements financiers liés à la transition énergétique	Autres					1 303,0	1 303,0	0,0																				-1 303,0	-100,0%	-1 303,0	-100,0%					
Environnement, énergie et mer	CAS	Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	P785	Exploitation des services nationaux de transport conventionnés	Autres	84,0	19,4	64,6	358,0	258,0	258,0	0,0																				-258,0	-100,0%	-258,0	-100,0%					
Environnement, énergie et mer	CAS	Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	P786	Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés	Autres					100,0	100,0	0,0																			-100,0	-100,0%	-100,0	-100,0%						
Economie et finances	CAS	Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	P723	Contributions des cessions immobilières à l'engorgement du désendossement de l'Etat	Autres					60,0	60,0	0,0																			-60,0	-100,0%	-60,0	-100,0%						
Economie et finances	CAS	Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	P723	Opérations immobilières nationales et des administrations centrales	Autres	573,7	496,9	76,9	585,0	375,5	374,8	0,0																				-374,8	-100,0%	-374,8	-100,0%					
Economie et finances	CAS	Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	P724	Opérations immobilières déconcentrées	Autres					156,1	156,1	0,0																				-156,1	-100,0%	-156,1	-100,0%					
Economie et finances	CAS	Participation de la France au désendossement de la Grèce	P795	Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet Etat des revenus perçus	Autres	233,0	0,0	233,0	183,0	183,0	239,0	-56,0																				-239,0	-100,0%	-239,0	-100,0%					
Economie et finances	CAS	Participation de la France au désendossement de la Grèce	P796	Restitutions de port-papier à la Banque de France	Autres					0,0	0,0	0,0																			+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%						
Economie et finances	CAS	Participations financières de l'Etat	P731	Opérations en capital intéressant les participations financières de l'Etat	Autres	5 280,6	4 004,9	1 275,8	5 000,0	6 500,0	6 500,0	0,0																				-6 500,0	-100,0%	-6 500,0	-100,0%					
Economie et finances	CAS	Participations financières de l'Etat	P732	Désendossement de l'Etat et d'établissements publics de l'Etat	Autres					0,0	0,0	-1 500,0																				+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%					
Economie et finances	CAS	Pensions	P741	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	Personnel HCAS					53 824,0	53 824,0	0,0																			-53 824,0	-100,0%	-53 824,0	-100,0%						
Economie et finances	CAS	Pensions	P741	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	Autres					0,0	0,0	-0,8																			-0,8	-100,0%	-0,8	-100,0%						
Economie et finances	CAS	Pensions	P742	Ouvriers des établissements industriels de l'Etat	Personnel HCAS	57 789,2	57 026,8	762,5	59 871,6	1 880,1	1 880,1	2 217,6																			-1 880,1	-100,0%	-1 880,1	-100,0%						
Economie et finances	CAS	Pensions	P742	Ouvriers des établissements industriels de l'Etat	Autres					8,3	8,3	0,0																			-8,3	-100,0%	-8,3	-100,0%						
Economie et finances	CAS	Pensions	P743	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	Personnel HCAS					16,0	16,0	0,0																			-16,0	-100,0%	-16,0	-100,0%						
Economie et finances	CAS	Pensions	P743	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	Autres					1 924,9	1 924,9	0,0																			-1 924,9	-100,0%	-1 924,9	-100,0%						
Economie et finances	CCF	Accords monétaires internationaux	P811	Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine	Autres					0,0	0,0	+0,0%																			+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%						
Economie et finances	CCF	Accords monétaires internationaux	P812	Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale	Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0																		+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%						
Economie et finances	CCF	Accords monétaires internationaux	P813	Relations avec l'Union des Comores	Autres					0,0	0,0	+0,0%																			+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%						
Economie et finances	CCF	Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	P821	Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides cor	Autres					16 000,0	16 000,0	0,0																				-16 000,0	-100,0%	-16 000,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	P823	Avances à divers organismes distincts de l'Etat et gérant des services publics	Autres					346,6	346,6	102,4																				-346,6	-100,0%	-346,6	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	P824	Avances à divers services de l'Etat	Autres	13 740,5	11 623,0	117,5	16 566,6	102,6	102,6	-100,0																				-102,6	-100,0%	-102,6	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	P825	Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections l	Autres					15,0	15,0	0,0																				-15,0	-100,0%	-15,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à l'audiovisuel public	P841	France Télévisions	Autres					2 197,7	2 197,7	0,0																				-2 197,7	-100,0%	-2 197,7	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à l'audiovisuel public	P842	ARTE France	Autres					280,0	280,0	0,0																				-280,0	-100,0%	-280,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à l'audiovisuel public	P843	Radio France	Autres	3 867,7	3 867,5	0,3	3 930,6	625,1	625,1	0,0																				-625,1	-100,0%	-625,1	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à l'audiovisuel public	P844	France Médias Monde	Autres					256,8	256,8	0,0																				-256,8	-100,0%	-256,8	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à l'audiovisuel public	P845	Institut national de l'audiovisuel	Autres					90,9	90,9	0,0																				-90,9	-100,0%	-90,9	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances à l'audiovisuel public	P847	TVS Monde	Autres					80,0	80,0	0,0																				-80,0	-100,0%	-80,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances aux collectivités territoriales	P832	Avances aux collectivités et établissements publics, à la Nouvelle-Calédonie	Autres					6,0	6,0	0,0																				-6,0	-100,0%	-6,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Avances aux collectivités territoriales	P833	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes	Autres	100 954,4	99 573,1	1 381,3	106 132,1	109 689,2	109 689,2	436,9																				-109 689,2	-100,0%	-109 689,2	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Prêts à des Etats étrangers	P851	Prêts à des Etats étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concou	Autres					300,0	300,0	0,0																				-300,0	-100,0%	-300,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Prêts à des Etats étrangers	P852	Prêts à des Etats étrangers pour consolidation de dettes envers la France	Autres	3 057,5	744,8	2 312,7	556,3	148,0	148,0	-141,8																				-148,0	-100,0%	-148,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Prêts à des Etats étrangers	P853	Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement éco	Autres					1 552,0	230,0	0,0																				-230,0	-100,0%	-230,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Prêts à des Etats étrangers	P854	Prêts aux Etats membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro	Autres					0,0	0,0	+0,0%																				+0,0	+0,0%	+0,0	+0,0%					
Economie et finances	CCF	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	P861	Prêts et avances pour le logement des agents de l'Etat	Autres					0,5	0,5	0,0																			-0,5	-100,0%	-0,5	-100,0%						
Economie et finances	CCF	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	P862	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Autres	41,8	271,0	229,2	39,1	0,0	0,0	-66,4																				-0,0	-100,0%	-0,0	-100,0%					
Economie et finances	CCF	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	P863	Prêts à la filière automobile	Autres					5,0	5,0	0,0																				-5,0	-100,0%	-5,0	-100,0%					
Intérieur	CAS	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	P751	Structures et dispositifs de sécurité routière	Autres					249,0	249,0	0,0																				-249,0	-100,0%	-249,0	-100,0%					
Intérieur	CAS	Contrôle de la circulation et du stationnement rout																																						

8.1 SUIVI DES CONTRATS ETAT-REGIONS

Ministère :

Mission :

Prévision d'exécution des contrats de projet État-régions 2007-2014

CP en M€	exéc 2016	LFI 2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Programme XX (n°)								
Programme XX (n°)								
Programme XX (n°)								
Opérateur Y								
Opérateur Y								
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Prévision d'exécution des nouveaux contrats de plan État-régions 2015-2020

En M€	exéc 2016		LFI 2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Programme XX (n°)																
Programme XX (n°)																
Programme XX (n°)																
Opérateur Y																
Opérateur Y																
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Prévision d'exécution des plans État-régions (TOTAL)

En M€	exéc 2016		LFI 2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Programme XX (n°)																
Programme XX (n°)																
Programme XX (n°)																
Opérateur Y																
Opérateur Y																
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

contrôle

VRAI

VRAI

VRAI

VRAI

VRAI

VRAI

VRAI

VRAI